



ONISEP



décembre
2020
N°53

onisep

ORIENTATION ET DÉCOUVERTE DU MONDE PROFESSIONNEL

LE SANITAIRE, LE SOCIAL POUR S'OCCUPER DE L'AUTRE



ENQUÊTE

SANITAIRE, SOCIAL, DE RÉELLES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI EN OCCITANIE



Numéro réalisé avec le soutien
de la Région Occitanie /
Pyrénées-Méditerranée



OCCITANIE

onisep

LE MAGAZINE DES MÉTIERS ET DES FORMATIONS EN OCCITANIE

LE MOSQUE



DU 1^{ER} OCTOBRE 2020 AU 30 AVRIL 2021

L'avenir s' imagine !

ET VOTRE FUTUR PRENDRA UNE NOUVELLE DIMENSION

2040 : quels métiers
pour demain ?

Claudie
Haigneré



Marraine de la
17^e édition

JOUEZ ET DÉCOUVREZ LES LOTS SUR
www.lavenirsimagine.com

N°53

Sommaire

ENQUÊTE

Sanitaire, social, de réelles opportunités d'emploi en Occitanie **p. 2**

LE POINT RÉGION

3 questions à... Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée **p. 12**

SUPPORT PÉDAGOGIQUE

Des métiers majoritairement féminins ?
Des métiers majoritairement masculins ? **p. 13**

ÉCOLES / FORMATIONS

Auxiliaire de puériculture, aide-soignant : se former **p. 14**

APRÈS LE BAC

La réforme des blancs uniformes **p. 16**
Ergothérapeute, psychomotricien, passez par la case Parcoursup ! **p. 18**
Se former aux études du social **p. 19**

MONDE PROFESSIONNEL

Audrey ou le noyau d'une pouponnière,
Yvelise ou le souci de l'autre **p. 20**
Sandra, infirmière de bloc opératoire **p. 21**
Mélyssa, éducatrice de jeunes enfants **p. 22**
Natania, assistante de vie : ma vie pour les autres **p.23**

HANDICAP

Situation de handicap ? Devenez infirmier, infirmière ! **p. 24**



ONISEP PLUS le magazine des métiers et des formations en Occitanie

Bulletin d'information

Directrice de la publication : Frédérique Alexandre-Bailly
par délégation : Olivier Brunel

Directrice de la rédaction : Dorothée Douriez

Rédactrice en chef : Sophie Salvadori

Rédaction : Audrey Coster, Angéline Landes, Célia Perrin,
Sophie Salvadori Onisep Occitanie
oniseplusplus@listes.onisep.fr

Remerciements : Yannick Ledreux, Cadre coordonnateur
des stages et des projets Pôle Métiers du soin et de
l'accompagnement - CRIP, Patrice Thuaud, Directeur Pôle
Santé UGECAM Occitanie - CRIP

Coordination de la fabrication des éditions : Chantal
Sciabbarrasi

Conception graphique : Cyril Laurent

Maquette : Sophie Salvadori

Photo de couverture : © Brigitte Gilles de la Londe / Onisep

Photos Édito : © Philippe Grollier Région Occitanie

© Lætitia Martig Onisep Occitanie

Communication : Geneviève Zaneboni

Impression : Pure Impression

34 130 Mauguio

04 67 15 66 00

Route : Routage 2000

34 140 Mèze

4 500 exemplaires

Date du dépôt légal : décembre 2020

N° ISBN : 978-2-37712-212-7

Éditorial

« Le secteur sanitaire et social recrute et les perspectives d'emploi sont en croissance constante. »



C'est dans un contexte nouveau que vous est proposé ce magazine consacré au secteur sanitaire et social. Il s'agit en effet de la dernière publication régionale de l'Onisep Occitanie avant que ne soit effectif le transfert d'une partie des compétences des délégations régionales de l'Onisep vers les Régions : celles concernant les missions de diffusion de la documentation ainsi que d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants. Voulu par l'État dans le cadre de la loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », ce transfert marque le début d'une nouvelle organisation du service public de l'orientation dans laquelle l'expertise de l'ONISEP en la matière restera fondamentale.

Ce dernier numéro ONISEP + est le résultat d'une collaboration constructive entre la Région Occitanie et la délégation régionale Onisep Occitanie. Il est aussi le gage d'une complémentarité vertueuse sur le terrain, au sein des établissements scolaires, qui a fait et fera la différence dans les mois à venir pour continuer d'offrir aux élèves et aux étudiants, toutes les chances de s'orienter dans un parcours d'études et professionnel qui leur correspond et qui leur offre les meilleures chances d'entrer dans le monde du travail.

Dans les pages qui suivent, nous revenons dans le détail sur un secteur sanitaire et social qui recrute et dont les perspectives d'emploi sont en croissance constante.

Tremplin vers l'emploi, la filière offre des possibilités diverses de parcours et de carrière avec souvent comme point de départ l'accès à de multiples formations partout dans la région.

Les métiers de la santé - nous le touchons pleinement pendant cette crise sanitaire liée à la Covid 19 - sont profondément porteurs de sens et bénéficient à juste titre d'une grande considération de la part de l'opinion publique.

Au printemps dernier, la Région Occitanie a souhaité accorder une aide exceptionnelle aux étudiant.es en soins infirmiers et aux élèves aides-soignants qui se mobilisent pendant leur parcours de formation financé par la Région en stages conventionnés sur le front de la Covid 19, et donc en proximité de malades atteints par cette maladie. C'est plus de 1 700 bénéficiaires qui ont reçu en moyenne 1 700 euros pour leur investissement en stage.

Soutenir le secteur sanitaire et social, l'aider à répondre à l'évolution rapide des besoins, c'est d'une part soutenir l'emploi et d'autre part s'engager à offrir l'accès aux soins et à une meilleure qualité de vie aux habitants d'Occitanie. C'est cet engagement fort que la Région et la délégation régionale de l'Onisep vous invitent à découvrir dans ce numéro exceptionnel d'ONISEP +.

Carole Delga

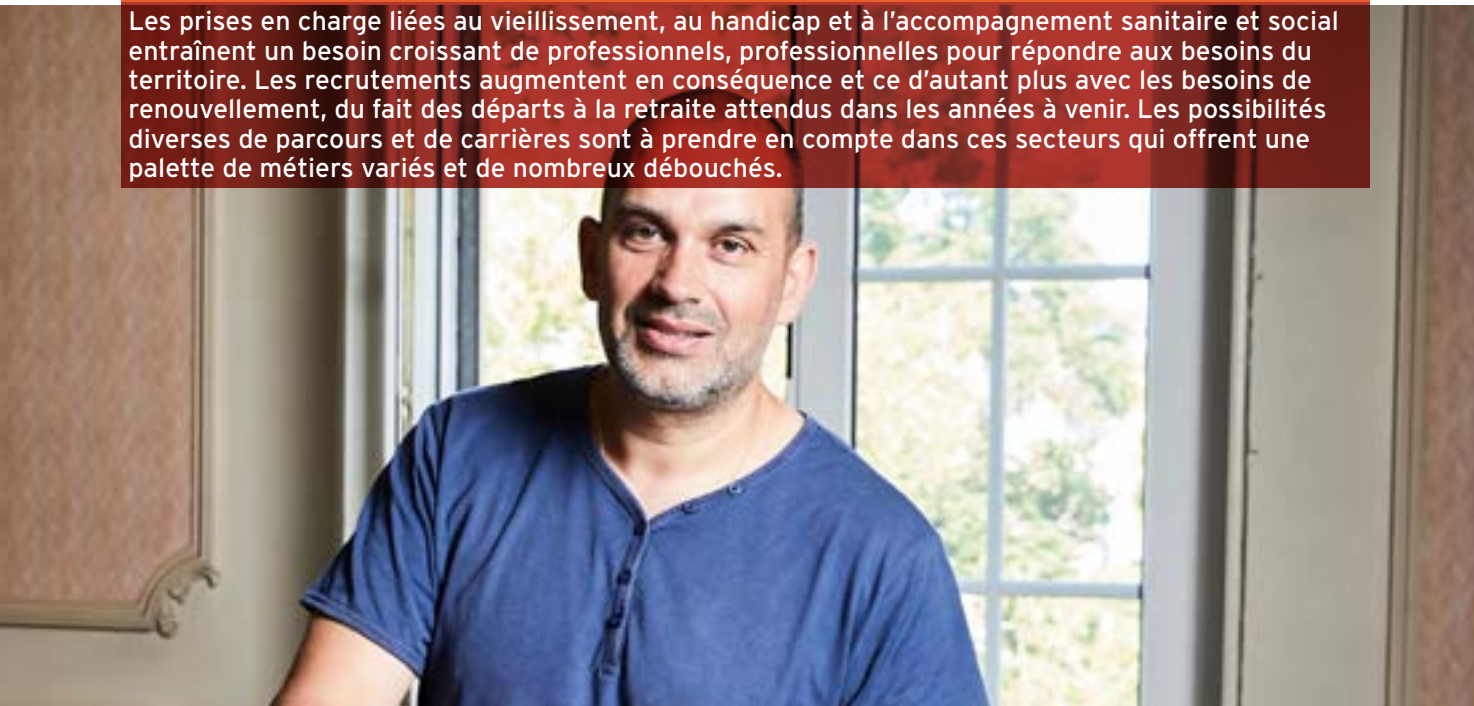
Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Olivier Brunel

Délégué régional de l'Onisep Occitanie

Sanitaire, social, de réelles opportunités d'emploi

Les prises en charge liées au vieillissement, au handicap et à l'accompagnement sanitaire et social entraînent un besoin croissant de professionnels, professionnelles pour répondre aux besoins du territoire. Les recrutements augmentent en conséquence et ce d'autant plus avec les besoins de renouvellement, du fait des départs à la retraite attendus dans les années à venir. Les possibilités diverses de parcours et de carrières sont à prendre en compte dans ces secteurs qui offrent une palette de métiers variés et de nombreux débouchés.



Dans ce magazine dédié aux métiers du sanitaire et social en Occitanie, vous verrez que la plupart des métiers que nous traiterons recrutent, en volumes importants.

Alors, qu'est-ce qu'un métier qui recrute ?

C'est un métier qui peut offrir de réelles opportunités d'emploi en Occitanie.

C'est aussi un métier qui se trouve dans au moins une des situations suivantes :

- les employeurs expriment des difficultés à recruter dans ce métier ;
- ce métier génère un grand volume de recrutements, en réponse aux besoins de l'économie régionale ;
- les créations d'emploi et/ou départs en retraite sont nombreux.

Les perspectives de recrutement liées à ces métiers s'expriment sur un horizon de 1 à 3 ans. Un métier qui recrute peut être lié ou non à une activité saisonnière.

Dans le sanitaire et social, les prises en charge liées au vieillissement, au handicap et à l'accompagnement entraînent un besoin croissant de professionnelles, professionnels pour répondre aux besoins du territoire.

Les recrutements augmentent en conséquence et ce d'autant plus avec les besoins de renouvellement du fait des départs à la retraite attendus dans les années à venir.

Des possibilités diverses de parcours et de carrières

Les filières paramédicales, maïeutique et de travail social offrent une palette de métiers variés et de nombreux débouchés. Apurès d'un public très diversifié, ces métiers peuvent s'exercer à titre libéral, en établissement public ou privé sanitaire ou médico-social, ou encore au domicile de la personne.

La Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée est un acteur majeur

dans le domaine médico-social. Elle porte différents dispositifs qui accompagnent les apprenants des formations sanitaires et sociales tels que les bourses, la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, le Pass Mutuelle, les stages à l'étranger Erasmus +, le dispositif expérimental de fidélisation dans les territoires ruraux des élèves aides-soignants et accompagnants éducatif et social. <https://www.laregion.fr/>
Les-principales-missions-des-Regions

Sommaire de l'enquête

- État des lieux p. 2
- La marée blanche... p. 4
- Social, un secteur d'avenir ... p. 8

Le système de santé français s'appuie sur des structures multiples : **sanitaires** avec les filières paramédicale et maïeutique ; rééducation ; assistance technique médicale, **médico-sociales et sociales** pour des publics dits fragiles, âgés ou handicapés par exemple avec la filière sociale, la filière aide et intervention à domicile et la filière éducative, et **ambulatoires** (pour les soins dits de ville).

La mobilité professionnelle peut être aussi bien horizontale que verticale. Les passerelles importantes entre diplômes et la culture du secteur, ouverte à la promotion professionnelle, facilitent les parcours.

LE SANITAIRE, DES EMPLOIS DURABLES

Le secteur de la santé offre d'importantes perspectives d'avenir : 200 métiers différents peuvent être exercés à l'hôpital, en clinique, en maison de retraite, en cabinet de ville. Certains métiers sont assez bien connus, d'autres un peu moins, certains pas du tout : néanmoins, tous sont indispensables et concourent à la bonne prise en charge des patients. S'engager aujourd'hui dans le secteur de la santé, c'est avoir la perspective d'un emploi durable, avec des valeurs fondées sur l'humain, au service de la communauté. Tous les domaines de la santé sont concernés : le soin, le médico-technique, le technique, le social, l'administratif, le management, l'ingénierie, la recherche...

De nouveaux métiers apparaissent et continuent de se développer, confirmant ainsi que le secteur de la santé est dynamique, moderne et capable de s'adapter aux évolutions de la société.

Certains métiers, autrefois du domaine exclusif des femmes, sont exercés par des hommes.

Les professionnels de santé sont aussi amenés, pour certains d'entre eux, à travailler avec des technologies de pointe et, contrairement aux idées reçues, pas uniquement les médecins (voir p.21). D'autres métiers se pratiquent à l'aide d'outils informatiques, d'imagerie, de statistiques... De nombreuses formations sont accessibles aux jeunes désireux de travailler dans le secteur de la santé, sans niveau de qualification ou de diplôme particulier.

LE SOCIAL, UN SECTEUR DYNAMIQUE

Selon les travaux de prospective des métiers et qualifications à l'horizon 2022, le nombre d'emplois dans les métiers de l'action sociale devrait continuer de progresser à un rythme plus soutenu que celui de l'ensemble des métiers. Le nombre d'emplois dans le secteur de l'action sociale a d'ailleurs fortement progressé sur la période 2005-2017 (plus de 40 %), porté par l'accueil des jeunes enfants et l'aide aux personnes âgées. Les employeurs rencontrent des difficultés de recrutement supérieures à la moyenne des métiers. Quelques métiers du secteur, ouverts aux filles comme aux garçons : conseiller en économie sociale et familiale, assistant familial, éducateur de jeunes enfants, moniteur d'atelier, technicien de l'intervention sociale et familiale...

LES COMPÉTENCES DEMANDÉES

Une majorité d'employeurs accorde autant d'importance aux compétences comportementales qu'aux compétences techniques dans l'ensemble des métiers de la santé et de l'action sociale. Cependant, pour les auxiliaires de petite enfance, les travailleurs sociaux (éducateurs, assistants de service social, médiateurs) et les aides médico-psychologiques,

une place un peu plus importante est accordée aux compétences comportementales, fortement demandées : communiquer, s'adapter, gérer le stress, réagir à des événements imprévus, travailler en équipe et prendre du recul. Ceci s'explique par la nature de l'activité, qui nécessite des qualités comportementales particulières pour pouvoir interagir avec un public fragile et/ou dépendant : enfants, personnes en situation de handicap, malades ou âgées, ou encore personnes en situation sociale précaire.

QUI FAIT QUOI ?

Au niveau régional : le relais des politiques nationales

Depuis 2010, des services rénovés de l'État constituent le pivot de l'organisation et de la gestion du système de santé et médico-social au niveau régional.

En préfiguratrices de la mise en place progressive des parcours, les agences régionales de santé (ARS) assurent la coordination de la prévention, des soins et de l'accompagnement. Elles veillent à une gestion cohérente des ressources pour permettre un accès égal pour tous à une prise en charge continue, de qualité et sécurisée. En complémentarité avec les ARS, les directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) portent - prioritairement au service des populations les plus vulnérables - l'ensemble des politiques publiques en matière sociale, sportive, de jeunesse, d'éducation populaire et de vie associative, dans une logique de promotion sociale.

En savoir +

Formations sanitaires et sociales, la Région vous accompagne <https://www.laregion.fr/Formations-Sanitaires-et-Sociales-40086>
ARS Occitanie <https://www.occitanie.ars.sante.fr>
DRJSCS Occitanie <http://occitanie.drjcs.gouv.fr>
Portrait des métiers de l'action sociale, Métiers de l'action sociale et de la santé, Pôle emploi <https://bit.ly/36ERW0b> & <https://bit.ly/3kmEEKp>

Les compétences des collectivités territoriales <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/competences-des-collectivites-territoriales-matiere-daction-sociale-et-sante>

Sophie Salvadori ■

Le sanitaire et social en Occitanie

Il représente 12 % de l'emploi régional, soit près de 260 000 professionnels, professionnelles.

L'Occitanie est la 2^e région française dans le domaine de la santé.

809 établissements pour personnes âgées dépendantes

15 000 apprenants, apprenants

26 formations sanctionnées par un diplôme d'État dans 13 départements

10 centres de formation par apprentissage

57 organismes de formation financés (37 dans le secteur sanitaire et 20 dans le secteur social)

La marée blanche..

20h. Entre le 17 mars et le 11 mai 2020. Des applaudissements. Le tintamarre des casseroles parfois. Des musiciens. Des chanteurs. Des spectateurs aux fenêtres. Et des mercis. Des mercis pour tout ce que celles (et ceux) qui sont souvents dans l'ombre ont fait. Font pour le bien-être et la survie de leurs patients. Car œuvrer dans la santé s'apparente souvent à un sacerdoce. Le point sur ce secteur, ô combien crucial durant cette crise sanitaire.

BAS LES MASQUES !

Le sanitaire a « trait aux professions de santé que l'on peut exercer sans être docteur en médecine et aux soins qui sont délivrés par les personnes qui exercent les professions » selon la définition du Larousse. Alors, sans être médecins, chirurgiens, cardiologues, etc., tous ces professionnels œuvrent ensemble pour améliorer l'état de santé de leurs patients et leur prise en charge. Ce secteur pèse lourd dans la balance en termes d'emplois. En Occitanie, associé au secteur social, il représente 12 % avec 260 000 professionnels et fait de l'**Occitanie la 2^e région française dans le domaine de la santé**¹. 57 organismes déploient **26 formations** dans 13 départements. Cela représente ainsi près de **15 000** apprenants et plus de 650 apprentis.

Au niveau national, les **aides-soignants** se classent en 8^e position dans le classement des métiers les plus demandés avec 81 860 projets de recrutement et 13^e en Occitanie avec 6 240 projets². Or, près de la moitié de ces recrutements sont jugés « difficiles ». Les raisons sont assez simples : des conditions de travail parfois peu évidentes, une certaine pénibilité, des horaires variables, des salaires souvent peu attractifs, un vieillissement de la population. Autre exemple frappant, celui des **aides à domicile ou assistants de vie**. C'est le 6^e métier le plus recherché en France en 2020 avec 86 300 projets (incluant les aides ménagères).

En Occitanie, c'est le 7^e métier avec plus de 8 000 projets de recrutement. 77 % d'entre eux sont

jugés « difficiles ». La formation est en train d'évoluer puisque le **DEAES**, diplôme d'État d'Accompagnant éducatif et social, remplace et associe le DEAVS (diplôme d'État d'Auxiliaire de vie sociale) et le DEAMP (diplôme d'État d'Aide médico-psychologique), en plus d'englober la profession d'Auxiliaire de vie scolaire. Cette fusion cache néanmoins de grandes disparités puisque les futurs élèves devront choisir l'une des 3 spécialités parmi : l'accompagnement de la vie à domicile ou de la vie en structure collective ou à l'éducation inclusive et à la vie ordinaire. Or la seconde rencontre plus de succès que les autres qui, quant à elles, peinent à attirer leurs futurs professionnels. Ces exemples de métiers sont assez symptomatiques du secteur en général. Et la crise sanitaire actuelle est probablement en train de favoriser la revalorisation des salaires comme le suggèrent les accords du **Séjour de la santé** du 13 juillet 2020³.

En tout cas, elle pourrait accélérer la mutation de ce secteur d'activités initiée par des évolutions démographiques qui s'expliquent par un accroissement, un vieillissement de la population, des déserts médicaux vs zones urbaines très tendues, ou encore par des changements de carrière. Les contraintes budgétaires et les avancées technologiques (consultations à distance, nouveaux traitements, robots, etc.) ont aussi leur rôle à jouer dans cette transformation.



© Jean-Marie Heidegger / Onisep

QUELLES FILIÈRES POUR QUELS MÉTIERS ?

Le secteur sanitaire regroupe 4 filières auxquelles correspondent différents métiers.

Le paramédical et la maïeutique regroupent dans l'ordre croissant de niveaux d'études : les aides-soignants, les auxiliaires de puériculture (niveau 3) ; les préparateurs en pharmacie hospitalière (5) ; les infirmiers, infirmiers de bloc opératoire, puériculteurs, diététiciens (6) et enfin les sages-femmes/maïeuticiens, cadres de santé, infirmiers anesthésistes. Dans la filière **rééducation**, on retrouve les psychomotriciens et orthoptistes (5) suivis des pédicures-podologues, ergothérapeutes, masseurs-kinésithérapeutes (6) et des orthophonistes (7). Dans **l'assistance technique**, le métier d'ambulancier (3), de technicien en analyse biomédicale (5), ou encore manipulateur d'électroradiologie médicale (6). Enfin, le sanitaire a aussi trait à **l'appareillage** avec des métiers tels qu'opticien-lunetier (niveau 5), orthoprothésiste, prothésiste dentaire ou audio-prothésiste (6).

Les niveaux d'études sont donc assez vastes et permettent à



tous ceux qui ont une appétence particulière pour les métiers liés à la santé de s'y retrouver... à condition d'avoir (ou de développer) certaines compétences liées au niveau d'études, au domaine et au savoir-être : bienveillance, écoute, empathie, communication, accueil des émotions...

SANTÉ ET INNOVATION

À ces compétences « traditionnelles », s'ajoute la montée en puissance de l'informatique et des nouvelles technologies qui s'immiscent de plus en plus dans les relations professionnels/patients. Et cela en matière de communication par exemple, mais aussi à travers des « objets » tels que : les prothèses articulaires, auditives internes ou externes ; les ondes électromagnétiques en kinésithérapie, les caméras et nouveaux microscopes en laboratoires... ou la robotique.

UN ROBOT NOMMÉ DA VINCI

“Développer un système permettant d'effectuer des interventions chirurgicales à distance sur des champs de bataille”, tel était le but initial du premier prototype. La société américaine Intuitive Surgical, fondée en 1995, étend “la chirurgie

mini-invasive à un éventail plus large d'interventions”⁴ selon ses propres termes. Quelques années plus tard, elle commercialise son premier robot chirurgical aux États-Unis. Aujourd'hui, les robots da Vinci sont présents dans 66 pays et ont réalisé plus de 7,2 millions d'opérations. D'après le groupe, ils permettraient : “une diminution des pertes de sang, une réduction des complications et des douleurs post-opératoires, une récupération plus rapide et une durée d'hospitalisation plus courte voire ambulatoire”. De plus en plus de chirurgiens souhaitent développer cette technique opératoire. Ayant un rôle indispensable auprès de ceux-ci, les infirmiers se forment également à ces nouvelles technologies. C'est le cas de Sandra Lourties (cf interview p.21) qui exerce à la Clinique de l'Union, à Saint-Jean (31). Cette société les accompagne dans ce sens : “La formation des chirurgiens et des équipes médicales qui utilisent nos systèmes est une priorité absolue (...). Nous accompagnons les équipes des blocs opératoires dans la transformation de leur métier”. Ainsi, les professionnels du médical et du paramédical s'adaptent à ces nouvelles technologies qui transforment peu à peu aussi leur environnement et leur pratique.

MODERNISATION DES CURSUS

La mue du secteur sanitaire s'effectue aussi au niveau des formations et des voies d'accès. La loi ORE⁵ (Orientation et Réussite des Étudiants) du 8 mars 2018 qui découle du **Plan Étudiants** a pour but d'« améliorer la réussite des étudiants, quelles que soient leur filière d'origine ou leurs aspirations ». Elle se décline en 3 principaux temps : un accès facilité à l'enseignement supérieur (avec notamment Parcoursup, la suppression du tirage au sort dans certaines filières et du concours d'entrée remplacé par des dossiers...), un 1^{er} cycle réformé (réorganisation des cursus, cursus universitaires innovants, création de places supplémentaires dans toutes les filières...), et des conditions de vie générales améliorées. Les formations sanitaires ont été largement impactées ces dernières années.

L'universitarisation des formations infirmières⁶

depuis 2019 par exemple va vers une reconnaissance et une « ultra professionnalisation » de ce métier. La suppression du concours d'entrée, le recrutement sur dossier, l'uniformisation de la formation sur un schéma LMD (Licence, Master, Doctorat) sont

.../...



© Jean-Marie Heidinger / Onisep

des témoins du changement en cours. **La loi de modernisation de notre système de santé en 2016**⁷ a permis la création et la mise en œuvre de la **pratique avancée pour les infirmiers**⁸. À l'issue de leur formation et après 3 ans d'exercice, ceux-ci pourront passer le diplôme d'État (leur conférant un niveau master) et s'ouvrir à de nouvelles fonctions. « En acquérant des compétences relevant du champ médical, il suivra des patients qui lui auront été confiés par un médecin, avec son accord et celui des patients. Il verra régulièrement ceux-ci pour le suivi de leurs pathologies, en fonction des conditions prévues par l'équipe ». 3 domaines d'intervention apparaissent d'abord : les pathologies chroniques stabilisées, les polyopathologies courantes en soins primaires ; l'oncologie et l'hémato-oncologie ; la maladie rénale chronique, la dialyse, la transplantation rénale. Les ponts entre les spécialités et les professions sont en train de se faire pour remédier à certaines difficultés et trouver des solutions face à la pénurie de certains professionnels en zone rurale, la surcharge des hôpitaux, etc. Pour plus d'informations sur la transformation des études de santé, se reporter p.16-17 de ce numéro et au site Parcoursup⁹.

ACCOMPAGNER AU PLUS PRÈS DES BESOINS

Face à une forte croissance démographique, l'offre de soins en Occitanie est importante mais inégalement répartie sur le territoire. Afin de répondre aux besoins des plus vulnérables, l'ARS (Agence régionale de santé) d'Occitanie, dans sa *Synthèse du Projet Régional de santé Occitanie 2022*, souhaite s'engager sur 5 points : le développement de la prévention, du repérage, du dépistage et de l'accompagnement des précoces ; l'autonomisation des patients ; l'amélioration de l'organisation des services de santé pour les rendre accessibles à tous sur le territoire ; le renforcement de la coordination des acteurs pour améliorer les prises en charge ; la promotion et la garantie de la qualité, la sécurité, la pertinence des prises en charge et des accompagnements. Pour répondre à ces ambitions, plusieurs leviers peuvent être utilisés, notamment celui des partenariats. En effet, c'est ce sur quoi insiste le *Schéma régional des formations sanitaires et sociales 2017-2021* en Occitanie. Les **liens entre branches professionnelles et formations** doivent être resserrés et tous doivent œuvrer pour anticiper et affiner les besoins en emplois, métiers et compétences, sans oublier les pratiques innovantes. L'observatoire régional, le Carif-Oref, les employeurs régionaux devraient ainsi avancer main dans la main pour

améliorer l'offre de soins et l'égalité d'accès.

Si les formations et branches professionnelles tentent de coller au plus près des besoins en matière d'emploi et de formations, les élèves doivent également pouvoir s'insérer dans ce schéma. Cela passe par un accompagnement fort, une meilleure visibilité des offres de formation, une attractivité accrue de ces métiers. Et l'une des solutions est **l'apprentissage** qui se déploie de plus en plus. Cependant les élèves se heurtent parfois à la difficulté de trouver un organisme/une entreprise pouvant les recevoir ou à un manque de places disponibles. Certains employeurs ne connaissent pas en effet toute l'offre de formation ou bien sont confrontés à des difficultés de financement. En tout état de cause, l'apprentissage pourrait permettre aux élèves de mieux appréhender la réalité du/ des métier(s) vers le(s)quel(s) ils se destinent et tous, y compris le CFA (Centre de formation d'apprentis) régional, auront leur rôle à jouer.

LA RÉGION OCCITANIE AIDE LES FUTURES BLOUSES BLANCHES

Le secteur sanitaire et social représente un enjeu fort pour la Région Occitanie, et encore davantage aujourd'hui compte tenu de la crise sanitaire qui sévit. À cet égard, elle déploie plusieurs moyens pour pallier certaines difficultés et rendre, on l'a dit, les soins



accessibles à tous et pour tous.

Les bourses d'études constituent un premier volet. S'adressant aux élèves et étudiants inscrits en formation d'études paramédicales, de maïeutique ou en travail social dans un centre de formation agréé par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, elles permettent à ceux dont les ressources personnelles et/ou familiales sont insuffisantes de percevoir une aide financière pouvant aller de 1 020 euros à 5 612 euros, en fonction du niveau d'études et de l'échelon. Retrouvez toutes les informations complémentaires et des contacts sur <https://www.laregion.fr/bourses-etudes-sanitaires-sociales>

Le second volet est le **contrat de fidélisation**¹⁰ qui est un dispositif expérimental. Afin de lutter contre les déserts médicaux et attirer davantage de futurs professionnels, ce contrat permet à l'étudiant de recevoir une bourse financée par son employeur et la Région. Une des conditions est de s'engager pour une durée de 2 ou 3 ans minimum dans ce secteur et que l'organisme de formation soit agréé par la Région. Les publics cibles sont les étudiants se destinant aux carrières d'aide-soignant¹¹ et accompagnant éducatif et social¹². L'aide s'échelonne, par mois, de 2 x 150 euros (employeur et Région) pour un engagement de 2 ans à 2 x 200 euros pour 3 ans.

À cela peut s'ajouter une aide de 100 euros supplémentaires par mois pour les futurs aides-soignants comme c'est le cas en Aveyron. Le Conseil départemental prend en charge cette somme au regard des difficultés de recrutement.

Covid 19 : la Région Occitanie s'engage également sur le front de la crise sanitaire puisqu'elle verse exceptionnellement une aide de 1 200 euros par mois plafonnée à 2 400 euros aux futurs infirmiers et aides-soignants qui effectueraient un stage conventionné sur le terrain dans un établissement de santé ou un établissement médico-social, public ou privé, qui atteste d'une mobilisation en unité - parcours COVID-19 ou/et dans un service, une unité, une équipe avec des personnes atteintes du virus. Pour plus d'informations : <https://www.laregion.fr/Aide-exceptionnelle-Sur-le-front-du-COVID-19>

Enfin, la Région Occitanie invite les futurs professionnels du sanitaire et social à effectuer un stage (2 mois minimum) à l'étranger dans le cadre du dispositif **Erasmus +**. Sous certaines conditions, ils pourront toucher cette aide à laquelle peut s'ajouter une indemnité de transport. Pour plus d'informations <https://www.laregion.fr/Dispositif-de-bourse-de-stage-ERASMUS>

Angéline Landes ■

- 1- *Formations sanitaires et sociales, La Région vous accompagne*, La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée sur <https://www.laregion.fr/Formations-Sanitaires-et-Sociales-40086>
- 2- Enquête sur les Besoins en main-d'œuvre BMO, Pôle Emploi, 2020
- 3- <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/segur-de-la-sante-les-conclusions/article/accords-carrieres-metiers-et-remunerations>
- 4- Propos extraits d'un échange avec le service communication de la société Intuitive le 2 octobre 2020.
- 5- <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid38616/loi-relative-a-l-orientation-et-a-la-reussite-des-etudiants-loi-ore.html>
- 6- https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/180705_-_dp_-_universitarisation_des_infirmiers.pdf
- 7- <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000031912641>
- 8- <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/fiche-pratique-avancees20-05-2019-stdc.pdf>
- 9- https://www.parcoursup.fr/index.php?desc=acces_etudes_sante
- 10- p. 58 du *Schéma Régional des formations sanitaires et sociales 2017-2021* par la Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée sur <https://www.laregion.fr/Le-Schema-regional-des-formations-sanitaires-et-sociales-2017-36399>
- 11- <https://www.laregion.fr/Contrats-de-fidelisation-aide-soignants>
- 12- <https://www.laregion.fr/Contrats-de-fidelisation-accompagnants-educatif-social>

Social, un secteur d'avenir

En tension, le secteur du social propose des débouchés nombreux et variés. Ouvert à une grande diversité de profils, il recrute du CAP au bac + 5, tout particulièrement dans le domaine des services à la personne.



© Grégoire Maisonneuve / Onisep

MÉTIERS DU SOCIAL, UN ÉVENTAIL DE POSSIBILITÉS

Le secteur de l'action sociale regroupe un large éventail de métiers qui ont en commun d'aider et de soutenir les personnes en difficulté sur le plan économique, social, psychologique ou éducatif. Ces derniers se répartissent en plusieurs sous-secteurs :

- l'aide et le conseil, avec comme métier phare celui d'assistant de service social ;
- l'éducation spécialisée auprès d'un public varié (enfants ou adultes handicapés, enfants placés, adultes précaires...) ;
- le développement local et l'insertion professionnelle (chef de projet territorial, chargé d'insertion...) ;
- les services à la personne et d'aide à domicile, avec les métiers d'auxiliaire de vie sociale, de technicien de l'intervention sociale et familiale.

Ce dernier sous-secteur est le plus important par le nombre ; il concerne les professionnels qui interviennent au domicile de particuliers, auprès des familles (travaux ménagers), d'enfants (garde à domicile), de personnes en situation de handicap, âgées ou dépendantes (aide à la mobilité, aide-ménagère, garde-malade).

UN SECTEUR EN TENSION

Avec le vieillissement de la population, l'augmentation des situations d'isolement, de dépendance, de précarité et les modes de vie actuels (ex : travail des femmes), les besoins en accompagnement social et en aide à la personne vont croissant. En parallèle, la proportion des seniors travaillant dans le secteur et approchant de la retraite est relativement importante et devrait continuer à progresser au cours des 10 prochaines années. Dans ce contexte, les opportunités à saisir sont nombreuses pour les jeunes diplômés prêts à s'investir. En Occitanie, le secteur du social pèse lourd ; il est le 3^e employeur de la région. De fait, les besoins en travailleurs sociaux sont conséquents et devraient encore se renforcer dans les années à venir. Les métiers d'assistants maternels et d'aides à domicile / aides ménagères, pour lesquels les employeurs expriment des difficultés à recruter, devraient être particulièrement porteurs, tout comme les fonctions d'encadrement et de conseil.

Attention : si le secteur est pourvoyeur d'emplois, il exige des qualités humaines incontournables telles que l'empathie, l'écoute, la disponibilité, etc. En outre ces professionnels doivent également disposer d'un solide équilibre physique et psychologique et d'une bonne maîtrise de soi pour aborder les situations de vie parfois complexes.

DES CURSUS DE FORMATION VARIÉS

Les cursus menant aux métiers du social sont divers. Les diplômes d'État (DE) constituent la voie d'accès principale ; de nombreuses professions du secteur sont réglementées et exigent un diplôme d'État attiré. Mais d'autres diplômes existent, du CAP (le secteur est largement ouvert aux actifs disposant d'un premier niveau de qualification) au bac + 5. Mais quelle que soit la formation choisie, il conviendra de multiplier au maximum les expériences de terrain pour éprouver sa motivation et sa solidité psychologique.

LES DIPLÔMES D'ÉTAT (DE) DU TRAVAIL SOCIAL

Le DE se prépare au sein d'écoles du social (publiques ou privées).

Il existe 11 DE du travail social, correspondant chacun à un métier précis. Certains sont obligatoires pour exercer, comme le diplôme d'État d'assistant de service social. Ils se préparent en 1 à 3 ans dans les écoles du social, des établissements publics ou privés agréés par le ministère des Solidarités et de la Santé. Certains sont accessibles sans le bac, d'autres avec le bac ou un bac + 2 (voir tableau ci-contre). Des allègements de cours existent entre DE proches (pour les titulaires du DE de moniteur-éducateur souhaitant préparer celui d'éducateur spécialisé, par exemple). Très demandées, les écoles du social sont accessibles sur concours

ACCÈS À LA FORMATION SANS LE BAC	ACCÈS À LA FORMATION AVEC LE BAC	ACCÈS À LA FORMATION AVEC UN DIPLÔME SUPÉRIEUR AU BAC
<p>DE Accompagnant éducatif et social (DEAES). DE Assistant familial (DEAF) DE Moniteur-éducateur (DEME) DE Technicien de l'intervention sociale et familiale (DETISF)</p> <p>À noter : bien qu'aucune condition de diplôme ne soit requise pour accéder aux formations de niveaux 3, 41 % des nouveaux inscrits au sein de celles-ci ont un niveau supérieur ou équivalent au baccalauréat.</p> <p>À noter : les inscriptions à tous ces concours sont à prévoir presque un an à l'avance.</p>	<p>DE Éducateur technique spécialisé (DEETS). DE Éducateur de jeunes enfants (DEEJE) DE Éducateur spécialisé (DEES). DE Assistant de service social (DEASS)</p> <p>À noter : pour les DE post-bac, la sélection se fait sur dossier et entretien via la procédure Parcoursup. L'entretien permet d'évaluer la motivation du candidat et son aptitude pour le métier. C'est le moment de faire valoir les acquis d'un stage ou du bénévolat. Toujours appréciée et parfois nécessaire, l'expérience du terrain est un atout certain.</p>	<p>DE Conseiller en économie sociale familiale (DECESF) DE Médiateur familial (DEMF) Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS) DE Ingénierie sociale (DEIS) Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale (CAFDES)</p> <p>À noter : le CAFERUIS et le CAFDES sont principalement destinés à des salariés du secteur social ou sanitaire qui souhaitent se former à l'encadrement.</p>

(épreuves écrites, puis entretien de motivation précédé parfois d'un entretien collectif).

À noter : si les services à la personne sont accessibles sans diplôme spécifique, la tendance est à la professionnalisation. Valider le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social est préférable et permet plus facilement d'exercer en institution après une expérience comme aide à domicile, par exemple.

LES DIPLÔMES DE L'ANIMATION

Certaines formations proposées par le ministère chargé des Sports permettent d'accéder au domaine de l'éducation spécialisée (ex : animateur socio-culturel).
 Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) accessible dès l'âge de 17 ans et le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) à partir de 21 ans, sont des diplômes qui permettent d'encadrer à titre non professionnel, de façon occasionnelle, des enfants et des

adolescents en accueils collectifs de mineurs.

De niveau bac, le Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) est le diplôme de référence pour l'animation. Cinq spécialités sont proposées : animation culturelle, animation sociale, éducation à l'environnement vers un développement durable, loisirs tous publics, techniques de l'information et de la communication. Accessible dès l'âge de 18 ans, avec le BAFA ou une expérience en tant qu'animateur, il se prépare en 1 an à 18 mois. Il peut déboucher sur des emplois en institution, auprès d'enfants, mais aussi en maison de retraite, auprès de personnes âgées.

De niveau bac + 2, le diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS) spécialité animation socio-éducative ou culturelle mène à des fonctions d'encadrement et/ou de chef de

projet. Accessible avec le BPJEPS, il se prépare en 15 mois environ.
 De niveau bac + 3, le diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DESJEPS) forme à la direction d'une structure.

LES DIPLÔMES DE LA JUSTICE

Certains métiers sont à la frontière du social et du judiciaire. C'est le cas des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation et des éducateurs de la PJJ, Protection judiciaire de la jeunesse. Ils sont accessibles sur concours à bac + 3 en droit ou en sciences humaines. Les élèves fonctionnaires sont ensuite formés pendant 18 mois à 2 ans au sein d'écoles rattachées au ministère de la Justice : l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) et l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ).

.../...

Les spécificités du secteur

Le secteur se caractérise par une prédominance du statut d'employé et par une grande variété de recruteurs potentiels : collectivités, associations, organismes sociaux, entreprises privées, organismes prestataires de services à la personne, particuliers...

Côté conditions d'embauche, les actifs du secteur bénéficient d'emplois plutôt stables avec une proportion importante de CDI ; en revanche ils pâtissent d'un statut souvent précaire avec une part de temps partiels deux fois plus élevée que dans les autres secteurs d'emplois. Le secteur d'activité du social est par ailleurs très "genré", avec plus de 8 emplois sur 10 occupés par des femmes. Les garçons se dirigent très rarement vers cette filière, qui propose pourtant de très nombreux débouchés et devrait offrir encore davantage d'opportunités au cours des prochaines années. À noter : les femmes sont toutefois moins nombreuses dans les formations préparant aux métiers d'encadrement, comme le CAFERUIS - Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale et le CAFDES - Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale (60 %).

LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES POST 3^e

Dans le domaine sanitaire et social, le travail ne manque pas et de nombreuses formations post 3^e permettent d'accéder à un métier. Soulignons toutefois que les évolutions de carrière (et donc de salaire) comme les poursuites d'études restent assez limitées pour ceux qui ne sont pas titulaires du bac. Pour les élèves de 3^e intéressés par le secteur sanitaire et social, plusieurs voies sont possibles.

• Une 1^{re} année de CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) pour préparer un CAP ou un CAP agricole en 2 ans

Le CAP se prépare en 2 ans après la 3^e. Il permet une entrée directe dans la vie active, mais des possibilités de poursuite d'études sont toutefois possibles.

Le CAP Assistant technique en milieux familial et collectif permet d'exercer dans les services des structures collectives publiques ou privées (maisons de retraite) ou chez les particuliers par l'intermédiaire d'un organisme prestataire. Ce CAP peut être complété avec une mention complémentaire (MC) Aide à domicile par exemple.

Le CAP Petite enfance forme à l'accueil et à la garde des jeunes enfants. Le titulaire de ce CAP peut continuer ses études en préparant un bac professionnel ASSP, un bac professionnel Sapat (voir ci-après), un bac professionnel Accompagnant éducatif petite enfance, ou préparer les concours d'entrée de certains DE du secteur.

Le CAP Agent de prévention et de médiation forme à la sécurité des personnes et à la gestion des conflits. Les diplômés peuvent poursuivre vers le bac professionnel Services de proximité et vie locale (SPVL).

Le CAP agricole Services aux personnes et vente en espace rural forme des employés qualifiés en services aux personnes et en accueil-vente. Son titulaire peut compléter sa formation avec une MC Aide à domicile ou un bac professionnel.

• Un BEP, Brevet d'études professionnelles

Il en existe deux : Carrières sanitaires et sociales et ASSP (Accompagnement, soins et services à la personne).

Ces deux BEP sont une certification intermédiaire qui permettent de poursuivre vers les bacs professionnels éponymes.

• La seconde professionnelle pour préparer un bac professionnel en 3 ans

Trois bacs professionnels permettent d'accéder à des emplois de la filière. Diplôme en poche, les meilleurs dossiers peuvent envisager une poursuite d'étude en BTS ou dans une école sociale préparant aux DE.

Le bac professionnel Accompagnement, soins et services à la personne (ASSP)

forme à l'accueil, aux soins d'hygiène, à l'alimentation, au confort et à la sécurité des personnes.

Le bac professionnel Services de proximité et vie locale (SPVL) prépare à l'accompagnement de populations en difficulté ; 4 spécialités sont proposées selon les établissements : activités de soutien et d'aide à l'intégration ; activités participant à la socialisation et au développement de la citoyenneté ; gestion des espaces ouverts au public ; gestion du patrimoine locatif.

Le bac professionnel Services aux personnes et aux territoires (SAPAT) permet d'accéder aux métiers du service à la personne, du tourisme ou encore de l'animation de proximité.

• La seconde générale et technologique pour se diriger ensuite vers la série technologique ST2S (Sciences et technologie de la santé et du social) en 3 ans

Sciences et techniques sanitaires et sociales, biologie et physiopathologie, sciences physiques et chimiques, mathématiques... le bac ST2S concerne tous ceux qui souhaitent évoluer dans les domaines du social et du paramédical. Ce bac s'adresse aux élèves intéressés par les relations humaines et le travail sanitaire et social.

À noter : certains brevets, diplômes de l'animation, ou même les diplômes d'État (DE) tels que ceux d'auxiliaire de vie sociale, d'aide médico-psychologique, de technicien de l'intervention sociale et familiale et de moniteur-éducateur sont accessibles sans le bac. Les deux derniers confèrent le niveau bac et permettent de poursuivre ensuite vers une formation post-bac (voir ci-après). Attention toutefois, l'entrée dans ces formations est sélective et beaucoup de candidats ont un niveau d'études supérieur au minimum requis.

LES FORMATIONS POST-BAC DU SOCIAL

En deux ans, les BTS (Brevets de technicien supérieur) Économie sociale et familiale, BTS Services et prestations des secteurs sanitaire et social, BTS Développement, animation des territoires ruraux. Ils peuvent être complétés par un DE ou une licence générale ou professionnelle, puis par un master ou un DE du travail social. À bac + 3, le BUT (Bachelor universitaire de technologie)



© Alain Potignon / Onisep



© Brigitte Gilles de la Londe / Onisep

Carrières sociales donne aussi accès aux métiers du social. À compter de la rentrée 2021, le DUT se transforme en BUT, diplôme préparé en 3 ans.

Lire sur onisep.fr <https://bit.ly/2UMomzX>

Le métier de conseiller en économie sociale et familiale nécessite, par exemple, un BTS Économie sociale et familiale suivi d'un DE du même nom. Enfin, il est possible, après le bac, d'intégrer des écoles sociales, mais il est conseillé de suivre une préparation au concours d'entrée pour mettre toutes les chances de son côté.

LES FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL EN OCCITANIE

En Occitanie, 14 formations sociales sont agréées ou financées par la Région. Elles sont proposées par plus d'une vingtaine d'écoles. L'implantation territoriale de proximité est une volonté politique prioritaire en Occitanie pour ajuster l'offre au plus près des besoins en emplois et en formations des territoires, notamment pour les publics de bas niveaux de qualifications.

Filière sociale

Niveau 3

- Accompagnant/e éducatif et social
- Assistant/e familial/e
- Moniteur/trice d'atelier

Niveau 6

- Médiateur/trice familial/e
- Assistant/e de service social
- Conseiller/ère en économie sociale et familial

Filière aide et intervention à domicile

Niveau 4

- Technicien/ne de l'intervention sociale et familiale

Filière éducative

Niveau 4

- Moniteur/trice éducateur/trice
- Niveau 6
- Éducateur/trice de jeunes enfants
- Éducateur/trice spécialisé/e
- Éducateur/trice technique spécialisé/e

Filière direction et encadrement

Niveau 6

- Cadre du secteur social - Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale - CAFERUIS

Niveau 7

- Directeur/trice d'établissements sociaux - Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur/trice

d'établissement ou de service

d'intervention sociale - CAFDES

- Diplôme d'État d'ingénierie sociale

<http://www.onisep.fr/Pres-de-chez-vous/Occitanie/Toulouse/Publications-de-la-region/Publications-thematiques/Les-metiers-du-social-en-Occitanie>

Audrey Coster ■

La classification des diplômes a changé en janvier 2019.

CAP, BEP : niveau 3 (anciennement V)

Bac - Baccalauréat : niveau 4 (anciennement IV)

Bac + 2 - DEUG, BTS, DUT, DEUST : niveau 5 (anciennement III)

Bac + 3 - BUT, licence, licence professionnelle : niveau 6 (anciennement II)

Bac + 4 - Maîtrise, master 1 : niveau 6 (anciennement II)

Bac + 5 - Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur : 7 (anciennement I)

Bac + 8 - Doctorat, habilitation à diriger des recherches : niveau 8 (anciennement I).



3 questions à... Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

« L'Occitanie est la 2^e région française dans le domaine de la santé avec plus de 700 établissements de santé. Le secteur sanitaire et social a également l'avantage d'offrir des emplois de proximité. »

Grollier Philippe - Région Occitanie

QUE REPRÉSENTE LE SECTEUR DU SANITAIRE ET SOCIAL EN OCCITANIE ?

Ce secteur représente à lui seul 12 % de l'emploi régional. Il concerne 260 000 professionnels. C'est considérable d'autant que les besoins ne cessent de croître : notamment sur les métiers en tension comme aide-soignant, accompagnant éducatif et social et infirmier.

Plus largement, l'Occitanie est la 2^e région française dans le domaine de la santé avec plus de 700 établissements de santé. Le secteur sanitaire et social a également l'avantage d'offrir des emplois de proximité. Il offre le choix - qui parfois est un luxe - de vivre là où l'on en a envie et si nécessaire, lorsque la situation l'exige, de pouvoir suivre la mutation d'un conjoint. On ne pense pas toujours à ces paramètres qui ont pourtant une importance certaine. Reste que ces métiers exigent souvent un grand investissement humain et des qualités d'empathie, d'écoute et de disponibilité.

UN DOMAINE D'ACTIVITÉ SE DÉMARQUE-T-IL ?

L'un des enjeux majeurs des deux prochaines décennies sera celui de la prise en charge des personnes âgées. On dénombre à ce jour en Occitanie plus de 800 EHPAD et plus de 250 services de soins infirmiers à domicile. Conséquence

du vieillissement de la population, notre région comptera d'ici 2040, 115 000 seniors dépendants de plus. De nouvelles formes alternatives de prise en charge devront être développées afin de compléter l'offre en structures et favoriser le maintien à domicile. Il nous appartient de développer des formations adaptées et suffisantes.

LES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES RELÈVENT DE LA COMPÉTENCE DE LA RÉGION. COMMENT VOUS ENGAGEZ-VOUS POUR LE SECTEUR ?

La Région assure le fonctionnement et l'équipement de 57 organismes de formations agréés et autorisés par la Région, répartis sur 36 villes de l'Occitanie pour un total de 26 formations menant à un diplôme d'État (ambulancier, aide-soignant, auxiliaire de puériculture, accompagnant éducatif et social, soins infirmiers, sage-femme, masseur-kinésithérapeute, etc.). L'implantation territoriale de proximité est une volonté politique très forte. Il s'agit pour nous d'ajuster au mieux l'offre, au plus près des besoins en emplois. Il s'agit aussi évidemment de rendre les formations physiquement facilement accessibles. À la rentrée 2020, plusieurs centaines de places supplémentaires ont été créées. À titre d'exemple, nous comptons 102 nouvelles places en formations en soins infirmiers et 450 places supplémentaires créées

en formation en travail social. Par ailleurs cette année nous finançons 330 nouvelles places pour les demandeurs d'emploi en formation d'aide-soignant, d'ambulancier ou d'auxiliaire de puériculture.

QUE FAITES-VOUS PLUS SPÉCIFIQUEMENT POUR LES ÉLÈVES ET LES ÉTUDIANTS DURANT LEURS ANNÉES DE FORMATION ?

La Région accompagne chaque année plus de 15 000 élèves et étudiants dans leurs parcours de formation. Nous prenons en charge le coût pédagogique pour les publics en poursuite d'études et les demandeurs d'emploi. Des bourses sont attribuées sous conditions de ressources. Elles peuvent aller de 102 € à 561 € par mois selon le niveau de formation et de ressources. Nous avons également mis en place des contrats de fidélisation pour encourager les élèves aides-soignants et accompagnants éducatif et social à travailler en milieu rural. D'un montant de 150 à 200 € par mois, celles-ci sont doublées par l'employeur chez qui l'élève s'engage à travailler durant deux à trois ans. Nous finançons également sous conditions le « Pass mutuelle étudiant » afin de faciliter l'accès à une complémentaire santé. En 2020, la Région aura consacré plus de 85 millions d'euros au financement de ces formations.

Des métiers majoritairement féminins ? Des métiers majoritairement masculins ?

Cette séquence pédagogique va permettre aux élèves de collège et lycée d'intégrer que tous les métiers sont mixtes et que les compétences sont indépendantes du sexe. Elle leur permettra également de repérer les stéréotypes liés aux métiers.

OBJECTIFS

- Mettre en relation métiers et compétences.
- Apprendre à recueillir des informations.
- Permettre aux élèves de prendre conscience de leurs propres stéréotypes afin qu'ils y portent un regard critique et amorcent un processus de changement.
- Repérer et comprendre les différences de répartition entre les femmes et les hommes dans les secteurs professionnels, et analyser les inégalités que cela peut produire.

DÉROULEMENT DE L'ACTIVITÉ DE LA SÉANCE 1 (1 HEURE)

1. Demander aux élèves de s'interroger sur la répartition femmes-hommes dans différents métiers

Donner la consigne suivante : « Voici un questionnaire sur les métiers. À votre avis, ces métiers sont-ils exercés plutôt par des femmes ? Plutôt par des hommes ? Ou bien, ces métiers sont-ils exercés aussi fréquemment par des femmes que par des hommes ? Vous avez 10 minutes maximum. ». L'enseignant/e effectuera une synthèse des réponses avec l'ensemble de la classe.

2. Permettre aux élèves de confronter leurs représentations avec celles des autres et avec la répartition effective actuelle

Consulter les statistiques des réponses des élèves. Donner les tendances des réponses pour chaque métier aux élèves. Comparer les réponses des élèves avec les statistiques de répartition sexuée des métiers fournies avec la séquence (voir la fiche animation disponible, lien ci-contre, rubrique *Pour aller + loin*).

3. Demander aux élèves de s'interroger sur les raisons de cette répartition sexuée

Sélectionner 5 métiers pour lesquels il est intéressant de faire évoluer les représentations. Par exemple, pour le métier d'infirmier, on comptait, au 1^{er} janvier 2015, 86,9 % de femmes (source répertoire ADELI) ; pour le métier d'animateur socio-culturel, on compte environ 70 % de femmes ; les métiers de l'animation sont aujourd'hui plutôt féminins alors que les hommes étaient largement majoritaires au milieu des années 1970 ; pour le métier d'agriculteur, on compte 27 % de femmes et pour celui de boulanger, 18 %.

POUR ALLER + LOIN

Cette séquence se trouve dans la rubrique Équipes éducatives de onisep.fr <https://bit.ly/3ngRcoG>

Lire *Une répartition déséquilibrée des professions entre les hommes et les femmes* https://www.inegalites.fr/Une-repartition-desequilibree-des-professions-entre-les-hommes-et-les-femmes?id_theme=22

Les séances pédagogiques réalisées par l'Onisep sont accessibles pour les enseignants, CPE (Conseillers principaux d'éducation) et psychologues de l'Éducation nationale de plusieurs manières

- sur la plateforme FOLIOS qui permet de suivre sur la durée la réflexion de chacun des élèves dans la construction de son projet personnel <https://folios.onisep.fr/>
- sur la plateforme ÉTINCEL qui permet aux enseignants de modifier à loisir les séances pédagogiques proposées et de les envoyer très simplement aux élèves <https://www.reseau-canope.fr/etincel/>

Travailler la question des représentations et des stéréotypes sexués **dans l'image** avec *Genrimages* <http://www.genrimages.org> Ce site est né de l'urgence à cheminer vers l'égalité réelle entre femmes et hommes. À l'heure où l'image est devenue la première pratique culturelle, les images stéréotypées s'ancrent dans l'inconscient collectif et contribuent à figer la place des femmes et des hommes dans la société. Genrimages s'adresse à toutes celles et ceux qui souhaitent donner aux enfants, aux jeunes et aux citoyens/nés des outils de distance critique face aux représentations stéréotypées des femmes et des hommes dans les médias.

LES RESSOURCES PÉDAGOGIQUES AVEC L'ONISEP

Elles vous aident, de la 6^e au bac, à conduire des activités centrées sur les programmes, qui s'inscrivent dans les objectifs du parcours Avenir et permettent de mettre en œuvre les compétences du socle et les compétences transversales. De la découverte des métiers à l'identification des compétences formelles et non formelles, des idées reçues à la réalité du monde économique et professionnel, des aspirations à l'élaboration d'un projet d'orientation : le parcours Avenir accompagne l'élève tout au long de sa scolarité. L'Onisep met à votre disposition des ressources pour sa mise en œuvre, par discipline, par niveau, par cycle, par thème ou par type d'enseignement. <https://www.onisep.fr/Equipes-educatives/Ressources-pedagogiques/Seances-pedagogiques>

Auxiliaire de puériculture, aide-soignant : se former

Les secteurs médical et paramédical ont leur filière de formation et leur titre de référence : les diplômes d'État. Sans eux, impossible d'exercer. La durée de formation, le niveau d'accès (avec ou sans le bac) et les modalités d'accès (sur dossier ou après une 1^{re} année universitaire) sont variables en fonction du métier. Ces diplômes se préparent en écoles spécialisées ou à l'université.

AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE

Profession en majeure partie occupée par des femmes, l'auxiliaire de puériculture s'occupe des moins de 3 ans, de la maternité où il donne les soins d'hygiène aux nouveau-nés, à la halte-garderie où il assure les activités éducatives. En crèche, il change les petits, les nourrit, les éveille par diverses activités (jeux, chansons, dessins...), leur apprend à marcher et à parler. À d'autres moments, il peut les consoler et leur apporter de l'affection. Ses responsabilités sont grandes. Il ne s'agit pas seulement d'aimer les enfants, il faut aussi les aider à grandir.

Après la 3^e

1 an pour préparer le diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture, obligatoire pour exercer. Accès sur examen sans condition de diplôme, à partir de 17 ans au minimum. Le bac et certains diplômes professionnels donnent lieu à des dispenses d'épreuves d'admissibilité

(CAP Accompagnant éducatif petite enfance, par exemple).

L'admission en institut de formation d'auxiliaire de puériculture s'effectue sur dossier et entretien.

Les instituts ont la possibilité de se regrouper au niveau régional ou infrarégional pour constituer un jury.

OÙ SE FORMER EN OCCITANIE ?

École de puériculture - CHU Nîmes 30029

Lycée professionnel Hélène Boucher Toulouse 31011

Institut de formation, recherche, animation, sanitaire et social Toulouse 31047

Institut de formation en soins infirmiers - Centre hospitalier Béziers 34500

Institut régional de formation sanitaire et sociale de la Croix-Rouge française - Grabels 34790

Institut de formation de l'hospitalisation privée - site de Perpignan - Perpignan 66004

Source : onisep.fr (nov 2020).

AIDE-SOIGNANT, AIDE-SOIGNANTE

Agnès Buzyn, alors ministre de la santé, voulait le 13 février 2020, lors de la visite d'un IFAS (Institut de formation d'aides-soignants) à Nanterre, « mettre en lumière un métier [aide-soignant, ndlr] absolument **central** pour notre

système de soin. Et le mettre en lumière, c'est d'abord parler de celles et ceux qui l'exercent au quotidien, c'est regarder en face leurs difficultés et c'est construire ensemble des solutions pour demain ». Et ceci avant l'accélération de la pandémie du Covid-19 et le premier confinement...

Elle partait déjà d'un double constat : un écart entre de forts besoins sur le terrain et une faible attractivité ainsi qu'un fossé entre un sentiment d'invisibilité et une certaine fierté chez celles et ceux qui exercent ce métier.

Alors, face à cela et aux limites du système actuel de soin, Agnès Buzyn avait formulé plusieurs propositions² car, selon elle, « faire un métier qui a du sens, c'est bien, faire ce métier dans de bonnes conditions, c'est mieux et pour tout dire, c'est normal, c'est légitime, c'est nécessaire » : - un système d'examen de **dossier** et d'**entretien oral** valorisant davantage les qualités attendues

L'APPRENTISSAGE, UN ATOUT !

L'apprentissage offre la possibilité de se former tout en travaillant. Le principe ? L'apprenti, l'apprenti alterne cours et travail en entreprise. L'employeur prend en charge ses frais de scolarité et lui verse une rémunération. Sous contrat de travail et intégré aux équipes, l'apprenti, apprenti se voit confier des missions plus complètes qu'un stagiaire. Cette immersion dans le monde professionnel, ses méthodes de travail, ses délais et ses outils constitue un excellent moyen d'acquérir des compétences. Une expérience qui devient déterminante au moment de chercher un premier emploi, quand l'apprenti n'est pas embauché directement en CDI (contrat à durée indéterminée) par l'entreprise qui l'a formé.

Pensez-y ! La validation des acquis de l'expérience (VAE)

Vous avez une expérience professionnelle et vous souhaitez la valoriser ? La VAE permet d'obtenir tout ou partie d'un diplôme ou d'un certificat de qualification professionnelle, sur la base d'une expérience personnelle ou professionnelle. Toute personne, quels que soient son âge, sa nationalité, son statut et son niveau de formation, ayant au moins 3 ans d'expérience salariée, bénévole en rapport direct avec le diplôme visé, peut faire valider ses compétences et bénéficier de la VAE. Par exemple, vous pouvez obtenir le diplôme d'aide-soignant après une expérience d'au moins trois ans en établissement de santé ou à domicile, dans les soins d'hygiène et de confort : toilette, habillage, prise des repas, élimination et déplacement. <https://vae.asp-public.fr/vaeinfo/>



© Laurence Prat / Onisep

(ex : les qualités relationnelles) à la place du concours d'aide-soignant. Les candidats déposeront leur dossier directement auprès du ou des instituts de formation de leur choix³ ;

- l'évolution de la formation initiale, qui passera de **10 mois à 12 mois**, autour de nouveaux enseignements : repérage des fragilités, prévention de la perte d'autonomie ou encore raisonnement clinique en équipe pluri-professionnelle ;

- pour répondre aux besoins de formation, les aides-soignants intervenant auprès des personnes âgées pourront bénéficier d'une **nouvelle formation collective certifiante de 105h** centrée sur les besoins des personnes âgées ;

- un effort financier important en faveur de la prévention de la sinistralité de ce métier avec, par exemple, une prime de 100 euros net par mois pour les aides-soignants exerçant en EHPAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), en unités de soins longue durée ainsi qu'en service de soins de suite et de réadaptation ou de médecine gériatrique.

Ceux-là même pourront aussi plus facilement évoluer vers les métiers d'auxiliaire de puériculture, d'assistant de régulation médicale, ou dans le domaine de l'accompagnement éducatif et social. Ils pourront aussi accéder au

statut d'infirmier plus rapidement en fonction de leur formation et de leur expérience professionnelle. Ces mesures entreront en vigueur à la rentrée 2021.

OÙ SE FORMER EN OCCITANIE ?

L'admission en institut de formation d'aide-soignant s'effectue sur dossier et entretien. Les instituts ont la possibilité de se regrouper au niveau régional ou infrarégional, pour constituer un jury.

Les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins à la date d'entrée en formation.

Lieux de formation en suivant ce lien <https://www.onisep.fr/Ressources/Univers-Formation/Formations/Lycees/diplome-d-etat-d-aide-soignant>

ON NOUS LE DEMANDE BEAUCOUP SUR LES SALONS...

diététicien, diététicienne

Formation : 2 ans après le bac pour préparer le BTS Diététique ou 3 ans pour le BUT Génie biologique, option diététique. À compter de la rentrée 2021, le DUT se transforme en BUT (Bachelor universitaire de technologie), diplôme préparé en 3 ans. Lire sur onisep.fr <https://bit.ly/2UMomzX>

opticien-lunetier, opticienne-lunetière

Formation, après le bac, 2 ans pour préparer le BTS Opticien-lunetier, obligatoire pour exercer, éventuellement complété par

une licence professionnelle (1 an) afin d'élargir ses compétences commerciales ou techniques.

moniteur-éducateur, monitrice-éducatrice

Formation, après la 3^e, 2 ans pour préparer le DEME (diplôme d'État de moniteur-éducateur) en école spécialisée. Accès sur examen. Les titulaires d'un diplôme de niveau bac sont dispensés de l'épreuve écrite.

secrétaire médical, secrétaire médicale

À la marge du secteur sanitaire, la formation se fait en 1 an auprès du Cned (Centre national d'enseignement à distance), une des formations dispensées dans des lycées publics ou privés, ou pour préparer le certificat de secrétaire médico-social de la Croix-Rouge. Ce dernier est aussi accessible aux diplômés de niveau brevet ou CAP avec une expérience professionnelle.

EN SAVOIR +

1-https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/200213-discours_agnes_buzyn_formation_aides-soignants.pdf

2- <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/discours/article/discours-communique-de-presse-agnes-buzyn-aides-soignants-13-fevrier-2020>

3- <https://www.uniformesdefrance.com/liste-ecoles-ifas-instituts-formation-aides-soignants-france-outr-mer-region-occitanie-midi-pyrenees-languedoc-roussillon.php>

Angéline Landes & Sophie Salvadori ■

RENCONTRER UN PERSONNEL D'ORIENTATION !

Pour faire réfléchir vos élèves à leur orientation et recevoir une information personnalisée, n'hésitez pas à leur conseiller de prendre rendez-vous avec un psychologue de l'Éducation nationale dans le cadre de la permanence assurée dans les établissements publics ou auprès d'un CIO (Centre d'information et d'orientation). Les adresses des CIO se trouvent sur www.onisep.fr > Recherche Thématique > un lieu d'information > Tous les types d'organismes > Centre d'information et d'orientation

La réforme des blancs uniformes

Le changement dans la filière santé, c'est maintenant ! Diversifier les profils des étudiants, garantir les poursuites d'études et les perspectives d'insertion professionnelle, répondre aux besoins sur le marché de l'emploi, revaloriser les professions médicales et paramédicales, tels sont les objectifs principaux fixés par le gouvernement.

FINI LA PACES !

Depuis la rentrée 2020, place à deux formules au choix pour les étudiants se tournant vers **la maïeutique, la médecine, l'odontologie (chirurgie dentaire) ou la pharmacie.**

Soit la **L.AS** (licence option « accès santé ») dans laquelle l'étudiant choisit la licence correspondant le plus à son projet et à ses goûts à laquelle s'ajoute une option Accès santé dans l'une des filières suivantes : maïeutique, médecine, odontologie, pharmacie. La première année validée, ce dernier peut ensuite candidater soit dans les filières de santé qu'il souhaite soit en 2^e année de licence.

Autre option possible : le **PASS** (Parcours spécifique « accès santé »). Organisé dans les universités ayant des facultés de santé, ce parcours pluridisciplinaire permet aux étudiants de s'orienter vers des études de santé auxquelles se rajoutent une option qu'ils affectionnent. Après avoir obtenu leur première année, ces derniers continuent dans la filière de santé qui les intéresse ou bien poursuivent en 2^e année.

En Occitanie, il existe 3 PASS et 35 L.AS et quel que soit le parcours choisi, l'admission se fait via la plateforme Parcoursup, sur dossier. Pour plus d'informations : https://www.parcoursup.fr/index.php?desc=acces_etudes_sante#sante-1

Et dans la vidéo explicative : https://www.parcoursup.fr/index.php?desc=acces_etudes_sante

FUTURS INFIRMIERS : ON VOUS AIGUILLE !

Le concours pour intégrer la formation dans les IFSI (Instituts de formation en soins infirmiers) n'existe plus et la sélection se fait désormais sur dossier via Parcoursup.

Les attendus, selon la plateforme, sont les suivants.

• Intérêt pour les questions sanitaires et sociales :

connaissances dans le domaine sanitaire, médico-social et social, connaissance du métier, sens de l'intérêt général ;

• Qualités humaines et capacités relationnelles :

aptitude à faire preuve d'attention à l'autre, aptitude à collaborer et à travailler en équipe, aptitude à échanger et communiquer avec autrui, pratique des outils numériques, capacité à se documenter et à communiquer dans une langue étrangère ;

• Compétences en matière

d'expression écrite et orale : bonne maîtrise du français et du langage écrit et oral ;

• Aptitude à la démarche scientifique et maîtrise des bases de l'arithmétique :

aptitude à rechercher, sélectionner, organiser et restituer de l'information scientifique, aptitude à produire un raisonnement logique, maîtrise des bases de l'arithmétique ;

• Compétences organisationnelles et savoir-être :

rigueur, méthode, assiduité, capacité à s'organiser, à prioriser les tâches, autonomie dans le travail, créativité.

En Occitanie, les 25¹ IFSI répartis sur le territoire régional proposent aux étudiants de se former en 3 ans au métier d'infirmier. À noter qu'il est possible de devenir **apprenti** entre la 2^e et la 3^e année même si cela reste assez peu connu. Jean Castex vient d'ailleurs d'annoncer la suppression des quotas² pour attirer un plus grand nombre de futurs infirmiers. Ces derniers, une fois leur DE obtenu, auront ensuite la possibilité de travailler dans des structures collectives telles que les hôpitaux, EHPAD (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), associations,



© Alain Potignon / Onisep

divers centres... ou en libéral : à domicile ou en cabinet.

Les **évolutions de carrière** sont tout à fait possibles avec plusieurs spécialisations : le DE de puériculture en 1 an, de bloc opératoire en 18 mois, d'infirmier-anesthésiste en 2 ans. Ils peuvent également devenir infirmiers en pratique avancée (se reporter à la procédure décrite p.6) en préparant le diplôme en 2 ans. Pour exercer, il faudra justifier d'au moins 3 ans d'exercice en tant qu'infirmier. Avec une année de pratique supplémentaire, ils pourront accéder à des postes d'encadrement en validant le diplôme de cadre de santé sur 10 mois.

Les 2 430 projets de recrutement en Occitanie en 2020 montrent bien que la demande est forte sur ce métier, en particulier dans les zones rurales et les départements du Lot, des Hautes-Pyrénées et d'Aveyron qui éprouvent certaines difficultés à recruter³ selon Pôle Emploi.

MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE, « C'EST LE BONHEUR... »

«... C'est ne jamais s'ennuyer, c'est combiner un travail social, médical et technique, c'est s'adapter à chacun et travailler en équipe. » À 28 ans, Carole Lijeour, masseuse-kinésithérapeute en cabinet libéral à Saint-Lys, s'épanouit dans son métier, et ça se voit ! Ainsi, comme elle, la ou le professionnel peut exercer en



libéral ou bien dans une structure collective - hôpital, centre thermal ou de rééducation par exemple - et développe différentes compétences. C'est ce qu'évoque à son tour Cédric Maurice, masseur-kinésithérapeute en clinique et en cabinet libéral (31) : « Il faut maîtriser l'anatomie du corps humain et comprendre son fonctionnement. Mais au-delà des compétences techniques qui peuvent s'acquérir, il faut avoir un bon relationnel avec les gens et ne pas appréhender le contact physique. Empathie, écoute, bienveillance sont des qualités essentielles pour travailler dans ce métier. » D'autres fonctions peuvent s'ajouter : formation, gestion...

L'accès à la formation de masseur-kinésithérapeute connaît également des changements. Les futurs étudiants auront 4 possibilités pour intégrer la formation : la L.A.S, le PASS, la licence STAPS ou biologie. Une fois la 1^{re} année de licence obtenue, ils pourront candidater en première année de kinésithérapie. Mais attention, cela n'implique pas qu'ils soient nécessairement acceptés : les critères de sélection existent et les candidats sont nombreux. Si l'étudiant n'était pas retenu lors de sa première demande, il pourra reformuler sa demande à l'issue de la 2^e année de licence⁴. Ensuite, il intégrera, pour une durée de 4 ans, un Institut de formation en masso-kinésithérapie (IFMK) pour obtenir un DE. En Occitanie, l'IFMK⁵

se situe à Toulouse, au Pôle régional d'enseignement et de formation aux métiers de la santé (PREFMS). Il dispose d'une antenne à Rodez qui propose des cours à distance. Après 4 ans d'exercice, les masseurs-kinésithérapeutes peuvent accéder à des postes d'encadrement en validant le diplôme de cadre de santé sur 10 mois.

Par la suite, ces derniers s'insèrent très facilement sur le marché de l'emploi. 99 % d'entre eux exerçaient l'année du diplôme selon la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) en 2018. Et la profession a de beaux jours devant elle, vu les besoins grandissants. C'est ce que confirme Cédric Maurice : « Il y a d'une part une population qui vieillit et qui est donc de plus en plus en demande de soins. Elle est d'autre part de plus en plus active en termes de sport, de bricolage... par exemple, ce qui provoque de multiples pathologies ». Maintenant, ce dernier tire la sonnette d'alarme contre les déserts médicaux et paramédicaux. « On observe une répartition des thérapeutes très inégale, c'est-à-dire une forte concentration dans les villes et beaucoup moins dans les campagnes. Les instances ont mis en place un zonage pour inciter les masseurs-kinésithérapeutes à s'installer sur des zones peu dotées en thérapeutes ». Instances qui font notamment écho à la stratégie *Ma santé 2022*⁶ mise en place par le

gouvernement depuis 2018 pour permettre à tous l'accès aux soins. Cela passe aussi par une évolution des stéréotypes associés aux métiers sanitaires. À ce titre, 51 % des masseurs-kinésithérapeutes étaient des femmes en 2016 contre 54 % en 2020⁷. La profession se féminise donc. La voie est ouverte à tous... et toutes.

Pour les garçons comme pour les filles, dans ce métier, « on peut physiquement être en difficulté sur certaines techniques, et il y a toujours une solution. On peut changer de technique, faire une manœuvre avec l'aide d'un collègue, demander au patient de participer s'il le peut... Et il y a des "spécialités" en kiné qui demandent moins de force physique que d'autres » précise Carolie Lijeour.

1 <https://www.uniformesdefrance.com/liste-ecoles-ifs-i-instituts-formation-soins-infirmiers-france-outr-mer-region-occitanie-midi-pyrenees-languedoc-roussillon.php>

2 https://www.actusoins.com/337091/apprentissage-la-voie-oubliee-des-soins-infirmiers.html?utm_source

3 <https://statistiques.pole-emploi.org/bmo/fe=V1Z80&lb=0&pp=2020&ss=1>

4 <https://www.parcoursup.fr/documentspdf/KINE-comment-ca-marche.pdf>

5 <https://ecoles-instituts.chu-toulouse.fr/index.php/ecoles-5/ifmk>

6 <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/masante2022>

7 <https://www.macsf.fr/actualites/chiffres-cles-kinesitherapeutes>

Angéline Landes ■

Ergothérapeute, psychomotricien, passez par la case Parcoursup !

En plus des IFSI (Institut de formation en soins infirmiers), qui ont intégré la plateforme Parcoursup en 2019, de nouvelles formations paramédicales entrent sur Parcoursup en 2020 : il s'agit des formations d'ergothérapeute, de psychomotricien, d'orthophoniste, d'orthoptiste, d'audioprothésiste, de pédicure-podologue et de technicien de laboratoire médical. Zoom sur l'ergothérapeute et le ou la psychomotricien/ne.



© Mehtrak / Onisep

ERGOTHÉRAPEUTE, UN RECRUTEMENT EN RESTRUCTURATION

Travaillant en établissement de santé ou médico-social, l'ergothérapeute est un acteur essentiel dans le processus d'adaptation, de réadaptation et d'intégration sociale de la personne en situation de handicap ou de perte d'autonomie, quel que soit son âge. Partant de son observation de la personne en situation de mouvement, il analyse les difficultés physiques et définit ainsi un plan d'aide individualisé. Il propose des solutions techniques pour lui faciliter les activités de la vie quotidienne, les déplacements, les accès en milieu scolaire et professionnel. Le métier tend aussi à s'informatiser, de nombreux ergothérapeutes interviennent sur l'ergonomie des sites web...

VOIES D'ACCÈS

Pour accéder à la formation d'ergothérapeute, encore cette année et au moins jusqu'à la rentrée 2022/2023, deux voies coexistent.

Un recrutement via Parcoursup (résultats scolaires de première et terminale, lettre de motivation, fiche Avenir...) et entretien.

Les attendus

- détenir de véritables aptitudes d'adaptation et relationnelles : écoute, bienveillance et empathie, partage, interaction avec les patients et capacité de travail en équipe ;
- s'intéresser aux problématiques sanitaires, médicales et sociales

et connaître les sciences utiles au secteur (médicales, sociales et humaines) ;

- détenir des capacités intellectuelles (analyse, synthèse, rigueur, respect des méthodologies : démarches scientifique et résolution de problèmes, créativité, sens de la remise en question) ;
- posséder des qualités organisationnelles et être autonome dans son travail ;
- bien maîtriser l'expression écrite et orale et savoir poser une argumentation, une synthèse.

La préservation du concours pour certaines écoles d'ergothérapie. Pour celles-ci, les candidats devront tout de même se préinscrire sur Parcoursup. Ces derniers recevront alors une convocation au concours.

PSYCHOMOTRICIEN, UN MÉTIER EN MOUVEMENT

Techniques de relaxation dynamique, d'éducation gestuelle et expression corporelle ou plastique... voilà quelques outils de la palette du psychomotricien, dont l'objectif est d'aider les usagers à mieux maîtriser leur corps, améliorer leur comportement, voire se débarrasser de leurs troubles psychomoteurs. Les élèves auront 3 années pour les intégrer.

VOIE D'ACCÈS

En 2020, selon les instituts, l'accès à la formation se fait sur dossier via la plateforme Parcoursup ou après une première année d'études

universitaire (L.AS ou PASS, voir p. 16, L1 STAPS, L1 Sciences).

Dans ces cas précis, voici quelques **attendus spécifiques**

- qualités humaines et relationnelles : aptitude à la bienveillance, l'écoute et l'empathie, être capable d'échanger, être apte à gérer ses émotions et développer la maîtrise de soi ; faire preuve de curiosité intellectuelle et de créativité ; avoir un intérêt et des aptitudes pour les activités d'expression corporelle, physiques et artistiques ;
- être intéressé par la démarche scientifique et développer des connaissances en sciences : aptitude à rechercher, sélectionner, organiser et restituer de l'information scientifique ; être capable de comprendre et de produire un raisonnement logique, d'argumenter à partir de données et de concepts issus de différentes disciplines, disposer de connaissances en sciences du vivant, être apte à la recherche documentaire numérique.

Quelques instituts ont choisi de maintenir un concours dont l'épreuve écrite est un sujet de biologie s'appuyant sur le programme de terminale S. Les candidats doivent alors se pré-inscrire via Parcoursup. Retrouvez toutes les conditions d'admission sur Parcoursup. <https://www.parcoursup.fr/>

Célia Perrin ■

Se former aux études du social

Assistant de service social, accompagnant éducatif et social, conseiller économie sociale et familiale, éducateur, moniteur éducateur, technicien intervention sociale et familiale, autant de métiers pour lesquels vos élèves devront faire preuve de qualités humaines, d'empathie, de bienveillance et d'écoute.

Dans un secteur où les professionnels sont souvent confrontés à des situations difficiles, une grande maturité et des qualités d'écoute sont effectivement indispensables. Ces qualités humaines se retrouvent régulièrement dans la liste des attendus de Parcoursup, plateforme par laquelle sont désormais gérées la plupart des inscriptions post bac dans ce secteur.

PARCOURSUP, LES ATTENDUS

La sélection réalisée par les établissements s'appuie généralement sur les bulletins de 1^{re} et de terminale. Elle peut parfois être complétée par des tests de niveau ou/et un entretien oral. L'oral a pour vocation de tester la motivation du candidat, sa connaissance du milieu social ainsi que la présentation de ses expériences. Pour chaque diplôme, il existe des attendus nationaux à retrouver en détail sur onisep.fr. Il est cependant nécessaire de se renseigner sur les attendus spécifiques de chaque organisme de formation.

Première expérience : le plus qui fait la différence !

Quoi de plus rassurant pour un recruteur que de constater que le candidat a déjà expérimenté le domaine dans lequel il postule ? Animation en colonie, bénévolat dans des associations sociales, ces premiers pas dans le secteur apportent une première approche du terrain à vos élèves, une meilleure connaissance des publics avec lesquels ils se sentent à l'aise et des compétences en travail en équipe. Dans un secteur où la concurrence est forte, les premières expériences constituent un bonus précieux.

TOUR D'HORIZON DES DIPLÔMES POST BAC

À bac + 2

Les BTS

Les bacheliers technologiques constituent le public majoritaire des BTS, toutefois, dans chaque académie, un quota de places est réservé aux bacheliers professionnels en cohérence avec leur baccalauréat.

Sans surprise, l'accès aux BTS se fait via Parcoursup. En plus des attendus décrits précédemment, les formations BTS demandent régulièrement un projet de formation motivé à joindre au dossier scolaire.

BTS ESF (Économie sociale familiale)

En validant ce BTS, vos élèves deviendront des experts de tous les domaines de la vie quotidienne : alimentation-santé, budget, consommation, environnement-énergie, habitat logement.

Pour être sélectionnés, il faudra qu'ils :

- se montrent intéressés par l'aide et le conseil aux personnes ;
- disposent de compétences scientifiques, techniques et sociales pour établir le lien entre un aspect de la vie quotidienne et la santé ;
- disposent de compétences relationnelles et d'argumentation ;
- s'expriment correctement à l'écrit comme à l'oral pour s'inscrire dans un travail en équipe et échanger avec les professionnels du secteur.

BTS SP3S (Services et prestations des secteurs sanitaire et social)

En sortant de ce BTS, vos élèves sauront analyser les besoins des usagers, leur proposer des prestations et des services appropriés et assurer la gestion de leur dossier. Les attendus de Parcoursup rejoignent ceux du BTS ESF. Les élèves devront toutefois montrer leur intérêt pour la prise en charge administrative des usagers du secteur sanitaire et social.

Le DEME (diplôme d'État de moniteur-éducateur) est accessible sans le bac. Cependant, on note que la plupart des admis ont au moins un niveau bac et/ou une expérience en milieu social.

À bac + 3

Les BUT

BUT Carrières sociales. À compter de la rentrée 2021, le DUT se transforme en BUT (Bachelor universitaire de technologie), diplôme préparé en 3 ans. Lire sur onisep.fr <https://bit.ly/2UMomzX> Ce BUT offrira plusieurs spécialités.

Vos élèves devront avoir réfléchi au préalable à l'orientation qu'ils souhaitent donner à leur parcours. En dehors de la connaissance et de l'engagement dans le domaine social, on retiendra des attendus de Parcoursup :
- être en capacité de travailler en mode projet, en groupe et en lien avec des partenaires extérieurs ;
- avoir un esprit critique, le sens de l'initiative, de l'ouverture et de la créativité dans les projets portés dans la formation.

Diplômes d'État

Depuis 2018, les DE d'assistant de service social (DEASS), d'éducateur de jeunes enfants (DEEJE), d'éducateur spécialisé (DEES), d'éducateur technique spécialisé (DEETS) confèrent le grade de licence (niveau bac + 3). Leurs titulaires peuvent ainsi poursuivre plus facilement leurs études en master. L'admission est désormais gérée par la plateforme Parcoursup. D'autres diplômes comme le DECESF (Diplôme d'État de conseiller en économie sociale familiale, conférant le grade de licence), le DEMF (Diplôme d'État de médiateur familial), le DEIS (Diplôme d'État d'ingénierie sociale), le CAFERUIS (Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale) et le CAFDESIS (Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale) sont accessibles après un bac + 2 et plus. Ils permettent de se spécialiser ou d'accéder à des fonctions d'encadrement.

EN RÉGION

Coup de pouce ! La Région prend en charge les frais de scolarité pour les étudiants et demandeurs d'emploi qui se forment aux métiers d'accompagnant éducatif et social, moniteur-éducateur ou technicien en intervention sociale et familiale. Elle propose également des aides pour les études en milieu rural. <https://www.laregion.fr/Financement-des-formations-sanitaires-et-sociales-de-niveaux-V-et-IV>

Célia Perrin ■



Audrey ou le noyau d'une pouponnière, Yvelise ou le souci de l'autre

À 25 ans, Audrey est auxiliaire de puériculture. Son diplôme en poche en 2016, elle a notamment travaillé en crèche municipale. Depuis un an et demi, Audrey a intégré la fonction publique hospitalière et c'est dans une pouponnière qu'elle s'épanouit. Pour Yvelise, travailler à l'hôpital est inscrit dans son « génome » et aide-soignante est sa vocation. Après un parcours riche et atypique, elle se confie sur cette profession, tout en douceur, bienveillance et avec une grande humanité.

on les accompagne dans leur nouvelle famille à l'adoption. Moi je m'occupe des « grands » entre 1 an et 3 ans et je suis la référente d'un enfant. Je suis donc présente lors des différents rendez-vous, de la présentation en famille d'accueil jusqu'au départ. Il n'y a pas de routine, chaque jour est différent.

On vit des moments très très forts que l'on ne peut pas vivre en crèche notamment.

Mon quotidien

On est en quelque sorte le noyau d'une pouponnière, en s'occupant d'eux quotidiennement, mais également en lien avec beaucoup d'autres personnes, les parents et l'équipe pluridisciplinaire. 3 temps forts marquent une journée, le réveil, le retour de l'école par exemple et le coucher. À côté de cela, nous avons aussi l'administratif, le ménage, ranger la salle, préparer les tenues pour le lendemain... Ce que je préfère, ce sont les temps d'activité, les échanges avec l'équipe pluridisciplinaire et les divers accompagnements.

Yvelise, aide-soignante

Son parcours scolaire : CAP Assistant technique en milieu familial et collectif, BEP Carrières sanitaires et sociales [ndlr équivalents aujourd'hui].

Son parcours professionnel : ASH (Agent de service hospitalier) puis faisant fonction d'AS avant d'obtenir son DE (diplôme d'État). Autres formations : DU (Diplôme d'université) Soins palliatifs, aromathérapie, massage...

Aide-soignante c'est...

Être dans le souci de l'autre qui est malmené dans son corps ou dans ses possibilités à faire les choses par lui-même. On est là pour pallier ce

que les personnes n'arrivent pas à faire elles-mêmes, physiquement ou psychologiquement. Ce sont des soins de « nursing », toilette, aide, etc. mais aussi du confort et du réconfort.

On a également un rôle très important dans la surveillance des signes cliniques, comme repérer ce qui ne va pas, le transmettre à l'infirmier puis au médecin. On est le 1^{er} maillon de la chaîne auprès de l'utilisateur que l'on aborde dans sa globalité. Il faut être empathique, attentif et soucieux de l'autre. On se doit d'être à l'écoute et en même temps faire attention aux limites. Quand on a 15 patients, on a affaire à 15 histoires, 15 familles, 15 pathologies, douleurs et angoisses potentielles. Au fur et à mesure des chambres, cela peut devenir compliqué si l'on n'est pas patient également.

Les compétences à avoir ou à acquérir ?

Il faut aimer les gens, la relation à l'autre, jeune, vieux, avec des plaies compliquées... Être dans l'empathie. C'est en revanche très physique et l'organisation du système de soins actuel ne permet pas toujours d'avoir le temps de réaliser les tâches de manière optimale. C'est néanmoins un métier riche. La diversité de la médecine et de ses pratiques permet d'apprendre et de se former tout au long de carrière.

Un conseil à donner ?

Faire autre chose quand on ne prend plus de plaisir. Cela reste un métier passionnant et enrichissant car on peut continuer à apprendre à travers différentes spécialités et ainsi maintenir l'envie, la curiosité.

Angéline Landes ■

RENCONTRES

Audrey, auxiliaire de puériculture

Mon parcours

Depuis que je suis petite, je veux travailler auprès des enfants. Après un bac ES [NDLR : ancien bac Économique et social] et une L1 de psycho, j'ai basculé sur une classe prépa d'auxiliaire de puériculture. Suite à ça, j'ai obtenu mon concours et j'ai intégré l'école de puériculture à Paris. Après mon 1^{er} stage à l'école d'auxiliaire de puériculture que j'avais réalisé dans un centre maternel et qui m'avait beaucoup plu, je voulais revenir dans une pouponnière, ce que j'ai fait.

Mon métier

Il consiste à accueillir des enfants placés ou nés sous X à la naissance. Pour les 1^{ers}, il s'agit plus de les accompagner lors de leur placement, de leurs projets, à se sentir bien dans la structure ou à continuer à se développer. Je les accompagne pour un retour à domicile, un placement ou en les gardant dans notre structure mais en foyer, pour les plus grands. Pour ceux nés sous X, on s'en occupe pendant 3 mois, durée durant laquelle les parents ou la famille proche peuvent changer d'avis. Au-delà, si personne n'est revenu sur sa décision,

Sandra, infirmière de bloc opératoire

Être curieux, patient, organisé et réactif constituent les compétences nécessaires pour devenir infirmier de bloc opératoire (IBODE). Sandra travaille aujourd'hui à la clinique de l'Union à Saint-Jean (31). Elle intervient en bloc opératoire lors d'interventions robotisées. Elle nous dévoile la réalité de son métier.

RENCONTRE

Sandra Lourties est IBODE

Sandra, quel a été votre parcours pour devenir infirmière de bloc opératoire ?

Je me cherchais encore en terminale, j'étais en S [NDLR : ancien bac Scientifique] parce que j'aimais beaucoup les matières scientifiques, surtout la SVT que j'avais prise en spécialité.

En faisant les portes ouvertes pour le bâtiment parce que j'aimais peindre, j'ai eu comme une illumination, je me suis vue infirmière militaire. Dans ma famille, il y a beaucoup d'infirmières et de militaires. J'ai vraiment eu un déclic.

C'était déjà trop tard pour les inscriptions au concours d'infirmier. J'ai donc décidé de faire une préparation au concours. J'ai été prise à Lyon, j'aimais bien l'idée de découvrir autre chose que le Gers. Malheureusement, le double cursus licence de psychologie que proposait la prépa ne m'intéressait pas du tout. Je voulais vraiment m'axer sur les matières du concours. En accord avec ma mère, j'ai quitté la prépa mais je me suis promise de travailler à la maison tous les jours. Je me suis imposé un rythme de travail, j'ai acheté des livres, j'ai repris les cours de ma sœur qui avait suivi un parcours en ST2S. Tous les jours je faisais des fiches de révision, des tests psychotechniques, des corrigés. J'avais l'impression d'être efficace. Je voulais vraiment avoir ce concours afin de ne pas décevoir ma mère pour être tout à fait honnête.

Je me suis inscrite aux concours d'Auch, Tarbes, Montauban, Toulouse et j'ai intégré l'IFSI, Institut de formation en soins infirmiers d'Henry Dunant à Tarbes.

En première année, j'avais toujours mon projet militaire. En deuxième année, lors d'un stage orienté sur la découverte d'une pratique, j'ai découvert le travail en bloc opératoire et salle de réveil. **C'est un stage qui a illuminé ma deuxième année, il m'a transformée !**

L'équipe était très bienveillante avec un accueil en tant que stagiaire, en apprentissage. Ils sont conscients que c'est eux qui nous apprennent sur le terrain parce que le bloc opératoire est peu étudié en cours. J'ai aimé le côté manuel, technique et logique en bloc, j'intègre beaucoup mieux quand je pratique et à force de voir faire. Ça n'avait rien à voir avec les autres stages, j'ai trouvé ça très intéressant. Le travail d'équipe est aussi vraiment important au bloc avec les aides-soignants, les anesthésistes et les chirurgiens. Tout le monde a son rôle. En sortant de l'école, j'ai travaillé une année en EHPAD pour pouvoir m'installer.

Puis j'ai postulé à la clinique de l'Union, ils m'ont recrutée et accepté de me former parce que les stages n'étaient pas suffisants. À l'époque, l'apprentissage se faisait sur le terrain. Aujourd'hui, il y a le diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire* accessible après deux ans d'expérience professionnelle.

En quoi consiste votre métier Sandra ?

En arrivant au bloc opératoire, je me mets en tenue, je consulte le planning opératoire avec le nom des patients et les interventions pratiquées. Je prépare la salle et le matériel. C'est notre rôle. J'accueille le patient, je vérifie la complétude de son dossier, consentement, scanners, bilans sanguins... Je fais le point avec le patient voir s'il a compris son intervention et l'installe au bloc.

On travaille en binôme, un infirmier ou une infirmière revêt la chemise stérile, il est l'aide opératoire du chirurgien, ou de la chirurgienne. L'autre va mettre à disposition tout ce dont le

chirurgien a besoin.

Certaines interventions nécessitent que l'infirmier se concentre essentiellement sur l'aide opératoire, il assiste le chirurgien, fait en sorte qu'il ait une bonne vision de son intervention, aspire s'il y a des sécrétions, écarte au besoin.

Il y a deux ans, la clinique s'est lancée dans la chirurgie robotique. Personnellement, je ne connaissais pas du tout. On a suivi une formation sur les bases de la chirurgie robotique, la composition du robot, son objectif, notre rôle à nous.

Durant mes études, j'avais appris que lors d'interventions ce sont les chirurgiens et les infirmiers qui opèrent. Or là, avec le robot, la seule personne stérile c'est l'infirmier. Le chirurgien est devant la console et opère à distance, il manipule les bras du robot.

Donc s'il y a un problème, c'est l'infirmier qui pratique les premiers gestes. C'est impressionnant au début ! Ça nous donne un peu plus de responsabilités et de valeurs !

Et par la suite ?

Maintenant que je suis rentrée dans le monde du bloc, je ne me verrai pas en sortir. Je voudrais bien évoluer dans la robotique, que j'aime beaucoup. Il existe des diplômes universitaires dans le domaine de la robotique. J'ai encore plein de choses à apprendre dans ce domaine. Il y a des robots plus récents qui ne fonctionnent pas tout à fait de la même manière. J'évolue dans un bloc qui s'occupe de 5 spécialités, ça fait 5 ans que j'y travaille mais j'apprends encore tous les jours.

* Pour en savoir plus sur le diplôme d'infirmier de bloc opératoire, consultez <https://www.cidj.com/metiers/infirmier-infirmiere-de-bloc-operatoire>

Célia Perrin ■

Mélyssa, éducatrice de jeunes enfants

« J'aime les enfants, j'aime les accompagner, les voir évoluer, prendre des temps individuels avec chacun d'eux. »



© Mélyssa Antony

RENCONTRE

Mélyssa Antony, 22 ans, est éducatrice de jeunes enfants

En quoi consiste votre métier ?

Quelles sont vos missions ?

Je suis éducatrice de jeunes enfants, diplômée depuis juin 2020 ; j'effectue depuis juillet un remplacement dans une crèche multi-accueil d'une trentaine de places, située à Pau. Les enfants accueillis sont âgés de 2,5 mois à 4 ans. Les missions et compétences professionnelles mobilisées pour chaque profession sont définies dans le projet d'établissement. Ainsi j'ai une fonction éducative. C'est-à-dire que je dois contribuer au développement physique, sensoriel, intellectuel et psychoaffectif des enfants.

J'ai également un rôle préventif ; cela signifie que je suis garante de leur sécurité, et doit être attentive à leur développement et aux éventuelles difficultés rencontrées, qu'elles soient propres à l'enfant ou familiales...

Car nous accompagnons l'enfant mais aussi les familles dont je suis l'interlocutrice privilégiée ! À ce titre, l'aisance relationnelle, la patience et l'écoute sont des qualités essentielles. J'effectue ces missions avec l'appui d'une équipe d'une dizaine de personnes composée d'accompagnants éducatifs petite enfance, d'auxiliaires de puériculture et d'une puéricultrice, la directrice. Le partage d'informations et les échanges entre nous sont essentiels à la bonne exécution de nos tâches. Nous réfléchissons ensemble sur les problématiques individuelles des enfants et sur les réponses et solutions que nous pouvons y apporter.

Quelles sont vos conditions de travail (statut, temps de travail, jours travaillés, congés...) ?

Dans le cadre de ce remplacement, j'ai un statut d'agente territoriale de catégorie A. Mes plannings, de 35h hebdo, sont définis à l'avance, mais peuvent évoluer en fonction des besoins ; ils restent toutefois relativement stables et compris entre 7h30 et 18h30, à savoir nos horaires d'ouverture. Il arrive

que des réunions soient organisées en soirée aussi de façon ponctuelle. Côté organisation d'une journée type, celle-ci est rythmée par plusieurs temps forts que sont l'accueil des enfants le matin, le repas à 11h15, suivi des changes ; vient ensuite la sieste à 13h15 puis le goûter à 15h. Les départs s'échelonnent de 15h30 à 18h30. Entre chacun de ces moments, nous faisons des activités variées. Ce peut être de la peinture, des jeux libres, une pause lecture, etc. Pour ma part je vais adapter les activités en fonction de mes observations, par exemple selon que les enfants soient calmes ou agités.

Qu'est qui vous plaît dans votre métier ?

Ce qui me plaît c'est l'aspect relationnel ; les échanges avec les enfants et leur famille, qui diffèrent en fonction des singularités de chacun. J'aime les enfants, les accompagner, les voir évoluer, prendre des temps individuels avec chacun d'eux.

Ce que j'apprécie aussi c'est la richesse des échanges avec les collègues, nous avons tous des formations et expériences différentes et complémentaires ; nous apprenons beaucoup les uns des autres !

Quelles sont les difficultés rencontrées ? Les défis à relever ?

L'une des principales difficultés à laquelle je suis confrontée en ce début de carrière est le passage de stagiaire à la prise de fonction. Du jour au lendemain nous ne sommes plus accompagnés alors que nous manquons encore de confiance en nous. Il faut également apprendre à accepter les critiques et les voir comme quelque chose de constructif. Trouver sa place au sein d'une équipe et s'adapter à chacun de ses membres constitue également un défi à relever.

Quel a été votre parcours de formation ?

Pour acquérir le diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants, il faut, après réussite d'un concours

de niveau bac, suivre une formation de 3 ans. Pour ma part, je l'ai suivi à l'institut Saint-Simon à Tarbes après avoir fait une prépa à l'AFFSA de Pau. Il faut savoir que c'est une formation qui coûte cher mais qui est en très grande partie financée par la Région Occitanie ; sur 15 000 euros, j'ai payé 1 000 euros de ma poche. C'est une aide non négligeable ! D'ailleurs il est également possible de suivre cette formation par apprentissage, ce qui permet encore de réduire les coûts pour l'apprenti.

Avez-vous des perspectives d'évolution ? Lesquelles ?

Les conditions d'exercice d'un éducateur de jeunes enfants sont très variées. Ce peut être en crèche, en hôpital, auprès d'enfants en situation de handicap... Personnellement je serais intéressée par le secteur de la protection de l'enfance. Ces différentes évolutions sont possibles par le biais de la formation continue. Nous avons également la possibilité d'évoluer vers des postes de formateur, de directeur de crèche, ou encore de choisir d'exercer en libéral.

Quels conseils donneriez-vous à un jeune qui souhaiterait exercer cette profession ?

Je leur conseillerais, d'une part, de faire un maximum de stages pour multiplier les expériences avant de rentrer en formation, et d'autre part, de rencontrer et d'échanger le plus possible avec des professionnels mais aussi avec des élèves en formation. La prépa, c'est top pour tout ça ! Enfin, de garder en tête qu'il ne suffit pas d'aimer les enfants ; notre métier est plus complexe, il faut savoir jongler avec l'enfant, la famille et l'équipe ; répondre aux besoins de chacun tout en gardant l'enfant au cœur de nos préoccupations.

Audrey Coster ■

Natania, assistante de vie : « ma vie pour les autres »

Après une reconversion professionnelle et du haut de ses 25 ans, Natania Borissoff exerce son métier avec passion depuis plus d'un an, faisant le bonheur des personnes dont elle s'occupe.

RENCONTRE

Natania, 25 ans, est assistante de vie.

D'où cette envie de travailler dans cette filière vous est-elle venue ?

J'ai toujours voulu me rendre utile malgré mon parcours atypique et mes reconversions professionnelles, esthétique, gendarmerie, restauration. Ma mère a été auxiliaire de vie pendant environ 15 ans et j'ai toujours eu cette chose en moi qui me poussait à aller vers ce genre de métier.

Là je m'épanouis pleinement dans mon travail depuis presque 1 an. Ce qui me plaît avec les personnes âgées c'est de me rendre utile, les aider et embellir leur quotidien. Malheureusement, certains sont seuls, livrés à eux-mêmes. Moi lorsque j'y vais et que je les vois sourire, être en bonne santé, c'est ma récompense !

Comment décririez-vous votre métier ?

C'est de la polyvalence. Faire à manger, le ménage, le repassage, réparer une box... Je m'occupe de tout. Chaque jour est différent et le métier varié. Il faut néanmoins faire preuve de beaucoup de patience comme avec cette dame qui a la maladie d'Alzheimer par exemple. C'est un travail que l'on fait par vocation car la patience ne se « gagne » pas. Parfois il faut être prête à tout et ne pas paniquer, savoir gérer tous types de situations, les relever, les nettoyer, appeler une ambulance, etc. Tout le monde n'est pas capable de faire cela. Néanmoins, c'est très enrichissant. On en apprend tous les jours. On a des rituels avec certains et je prends parfois sur mon temps de repos pour m'occuper d'eux. Il faut néanmoins savoir se faire discret quand c'est nécessaire.

Que pouvez-vous dire sur vos conditions de travail ?

Je suis en CDI [Contrat à durée indéterminée], à mi-temps car il y a peu de contrats à temps plein. Le mien va néanmoins augmenter l'an prochain. Dans la semaine, j'ai actuellement 5 « clients ».

J'exerce ce métier parce que cela me plaît mais pas pour l'argent. On gagne assez peu et on est assez peu reconnu même si la situation sanitaire actuelle pourrait faire évoluer les choses. Ce qui est plus compliqué à gérer pour moi est que je suis très empathique et je prends un peu trop leurs soucis pour moi. Prendre du recul m'est parfois difficile.

Quel est l'aspect de votre métier que vous préférez ?

J'adore préparer à manger et m'occuper d'eux ensuite. Leur donner à manger, boire un café. Prendre du temps avec eux, leur parler parce qu'ils en ont besoin. Je suis là et j'écoute.

Si vous deviez vous adresser à un/e jeune désireux/se d'exercer cette profession, que lui diriez-vous ?

C'est un très beau métier. Il faut néanmoins être préparé. Il y a des choses pas très joyeuses aussi et il faut pouvoir le prendre en compte. Il convient d'être patient et savoir prendre sur soi. Je pense que l'on peut faire ce travail à partir d'un certain âge, une fois que l'on est parvenu à prendre du recul.

Anqéline Landes ■

Accompagnant/e éducatif/ive et social/e : accompagner dans les actes de la vie courante, et aider à avoir une vie sociale.

Ce professionnel aide au quotidien des enfants et des adultes handicapés ou des personnes âgées vulnérables, à domicile ou dans une structure collective. En fonction de sa spécialisation, il peut être amené à exercer sa profession chez des particuliers (au domicile d'une personne âgée, par exemple), en structure collective (maison d'accueil spécialisée, centre d'hébergement et de réinsertion sociale, maison de retraite...), en milieu scolaire (école, collège, lycée ou centre de formation). Formation : après la 3^e, en 1 ou 2 ans, en formation initiale ou en cours d'emploi, pour préparer le DE Accompagnant éducatif et social.

Ce DEAES fusionne les diplômes d'État d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS) et d'aide médico-psychologique (DEAMP) ; 3 ans pour le bac professionnel Accompagnement, soins et services à la personne.

Situation de handicap ? Devenez infirmier, infirmière !

Rencontre avec Agnès et Théo, tous deux en situation de handicap et étudiants infirmiers au CRIP Montpellier (Centre de rééducation et d'insertion professionnelle), en présence de Patrice Thuaud, directeur du pôle Métiers du soin.

« ON PASSE UN CAP ICI »

Théo, étudiant infirmier en 3^e année en soins infirmiers au Crip, possède un bac ES [NDLR : ancien bac Économique et social]. "Au début je pensais que mon handicap ne me permettrait pas de travailler en tant qu'infirmier mais j'ai monté mon dossier MDPH, j'ai postulé pour la préparation *Projet santé [voir encadré]* et j'ai été accepté. J'avais un frein, j'avais peur de ne pas y arriver à cause de ma pathologie et comme j'ai été très bien accompagné, je n'ai même plus besoin d'être rassuré." Théo a choisi le secteur de la santé mentale. Un stage en psychiatrie en a été la révélation car "au début, je pensais plutôt être infirmier aux urgences. Il faut beaucoup de sang-froid, de calme pour travailler dans ce secteur. La psy, c'est accrochant, à la différence pour moi du somatique, les soins techniques dont on fait vite le tour ! J'ai d'ailleurs signé un contrat d'apprentissage avec un hôpital psychiatrique."

"On voit bien que le projet professionnel se construit tout au long de la formation", ajoute Patrice Thuaud. "On propose aussi la formule de l'apprentissage. Cela permet à l'étudiant de retourner plusieurs fois dans la même structure voir des unités différentes et préparer l'insertion professionnelle."

"Ici, on nous aide à passer un cap", renchérit Agnès, étudiante

en soins infirmiers en 3^e année, "à l'acceptation du handicap, car ce n'est pas facile. Quand j'ai été licenciée pour inaptitude dans mon ancien métier d'aide-soignante, je ne savais vraiment pas où aller. La MDPH m'a alors conseillé le Crip. Ici, ça a été une révélation ! J'ai également fait la préparation *Projet santé*. Ici, on a des intervenants de qualité, certains viennent du CHU [Centre hospitalier universitaire], on



© Sophie Salvadori / Onisep

a de l'interactivité avec eux... Tout me plaît !"

"On a un suivi personnalisé qui nous aide à être rassuré sur notre formation", appuie Théo.

"Nos intervenants viennent du CHU ou du privé" complète Patrice Thuaud, "on cherche toujours à avoir des gens qui ont une expertise sur le domaine du cours. Par exemple une collègue psychologue qui travaille au CHU de Nîmes intervient dans les cours sur les soins relationnels, sur toute la réflexion éthique concernant les patients atteints de la maladie d'Alzheimer."

"AU CRIP, on aide aussi à désamorcer des situations, les perceptions négatives liées au handicap dans les structures qui accueillent nos étudiants.

On parle également des conséquences du handicap. Par exemple, si une personne malentendante est accueillie dans une équipe, il est bon d'en parler avant le début du stage. Il faut que les codes de communication soient établis avant. Si un étudiant sourd fonctionne en lecture labiale, et que l'équipe qui l'accueille ne le sait pas, ça peut vite basculer. Au Crip, on agit dans ce sens. Une personne sourde était en apprentissage au Crip et nous étions allés, avec une association locale, voir les professionnels avec qui elle travaillait pour parler de la déficience auditive et les mettre en situation de déficience auditive. On a ainsi désamorcé de nombreuses représentations, des perceptions négatives du handicap et réussi ainsi à se centrer sur les acquisitions professionnelles. De plus, si l'étudiante, l'étudiant veut bien nous en faire part, en cas de difficultés financières par exemple, on l'oriente vers les assistants sociaux. Ce sont les moyens d'aide à la réussite."

<http://crip-34.fr>

Retrouvez l'émission de radio *L'avenir s' imagine avec l'Onisep* #16, avec Patrice Thuaud du CRIP sur FM-Plus <http://www.radiofmplus.org/> *l'avenir-s' imagine-lonisep-avril/*

Sophie Salvadori ■

Action projet santé au Crip : pour confirmer son projet et se préparer à l'entrée en formation qualifiante d'infirmier mais également aux filières sanitaires et sociales (aide-soignant, auxiliaire de puériculture, accompagnant éducatif et social).

Pour démarrer votre inscription, il est nécessaire d'avoir une RQTH (Reconnaissance en qualité de travailleur handicapé) et la notification d'orientation professionnelle vers la préparatoire santé ou vers la formation « Projet santé infirmier ».

"On sort de cette prépa, on est au niveau" nous disent Agnès et Théo. "L'information est sur Parcoursup", souligne Patrice Thuaud. "Cette action qui dure 1 an permet d'actualiser ses connaissances et de se mettre à niveau."

<http://crip-34.fr/formation/projet-infirmier/>

**20 MÉTIERS DÉCRYPTÉS
LES PARCOURS DE FORMATION
LES TENDANCES DU RECRUTEMENT
LES COMPÉTENCES ATTENDUES**



PARCOURS

**MÉTIERS
ÉTUDES
EMPLOI**

12€



**LES MÉTIERS
DU SOCIAL**



À retrouver sur librairie.onisep.fr



L'APPLI DE
LA RÉGION
QUI FAIT MATCHER
LES TALENTS.

VOUS RECHERCHEZ
UN CONTRAT
D'APPRENTISSAGE ?



VOUS SIMPLIFIE LA VIE



Pralaud Philippe - Région Occitanie

**LA RÉGION
SE BOUGE
POUR L'EMPLOI !**



anie.laregion.fr



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée